

~~~~~

### L'ASSIMILATION EN TCHECOSLOVAQUIE.

DE LA DEFENSE DE L'URSS ..... A LA DEFENSE DE LA TCHECOSLOVAQUIE...??

Texte pour la discussion préparatoire au 5° congrès, présenté par Marc et Mercier.

Plus manifestement encore que toute l'évolution des pays de l'Europe orientale depuis la fin de la guerre, les récents événements de Tchécoslovaquie ont posé tous les problèmes que doit résoudre la théorie révolutionnaire à notre époque. L'importance de ces événements, l'urgence de donner une réponse à la question de la "révolution" stalinienne de Prague, ne peut échapper à aucun militant sérieux: les réactions des différentes tendances de la 4° Internationale sont le test de leur capacité pour armer l'avant-garde dans sa lutte contre le stalinisme. Nulle part la carence de la théorie majoritaire n'est aussi visible que dans les deux articles de la Vérité sur ce sujet: devant des événements que l'on est incapable de comprendre, on a fait, peu de tout bois pour prouver qu'il ne s'était rien passé, ou presque, en Tchécoslovaquie. D'ailleurs il ne s'agit pas uniquement d'incapacité théorique, mais de la peur réelle de constater que les événements de Prague sont la pointe avancée de l'extension du système économique de l'URSS; nos majoritaires reculent devant la conclusion logique de leurs positions que tire la majorité anglaise (Haston): la Tchécoslovaquie a droit comme l'URSS à être défendue par les trotskistes, acclamons la "victoire de la classe ouvrière en Tchécoslovaquie";

Sur le plan de la politique internationale, l'intégration définitive de la Tchécoslovaquie au bloc oriental, pose le problème de la perspective que nous devons avoir sur l'évolution de l'antagonisme URSS-USA, sur sa détermination économique, sur l'inévitabilité de la 3° guerre mondiale. Elle confirme le poids que fait peser cette perspective sur la lutte de classes.

Mais la situation géographique et économique de la Tchécoslovaquie interdit de voir dans ces événements la simple pression extérieure des puissances mondiales en présence: la Tchécoslovaquie n'a pas été occupée par l'armée rouge, et sa position à la frontière des deux blocs oblige à rendre compte de son évolution en fonction des facteurs sociaux antérieurs. Le P.C. en Tchécoslovaquie ne peut pas d'avantage qu'en Europe occidentale être considéré comme un simple corps étranger, une 5° colonne. Enfin il faut bien voir que tous les prétextes tentant de justifier le non-développement du stalinisme dans le glacis ne peuvent être invoqués ici: la Tchécoslovaquie est un pays économiquement avancé et son prolétariat très développé; l'intégration au bloc russe n'a pas été opérée essentiellement en liaison avec les prétendues "tâches bourgeoises démocratiques", elle n'est pas non plus, selon l'expression de Marcoux "l'assimilation structurelle des poteaux télégraphiques" qui a eu lieu dans les pays baltes, mais l'intégration implacable de la production et du prolétariat tchécoslovaque dans le système d'exploitation oriental. Il faut donc franchement répondre à ces questions: cette "révolution" est-elle de quelque manière progressive, ce qui a été possible en Tchécoslovaquie est-il possible dans d'autres pays avancés (mises à part les questions de stratégie internationale); quels enseignements théoriques et pratiques le prolétariat peut-il tirer d'un tel mouvement?

Enfin l'étude des événements tchécoslovaques, nous fournit l'occasion de mettre à l'épreuve notre appréciation de l'URSS et de sa "défense", et de démontrer la pauvreté sociologique et historique de la notion de l'état ouvrier dégénéré.

#### I-EVOLUTION DE L'ECONOMIE TCHECOSLOVAQUE JUSQU'AU PUTSCH DE FEVRIER.

Il est impossible de comprendre les événements de février sans étudier l'évolution de l'économie tchécoslovaque depuis la libération. En effet la stalinisation totale de l'appareil d'état est le résultat d'un long travail de conquête et de transformation de l'économie, facilité certes par la condition particulière du capitalisme tchèque après la guerre, mais traduisant, en les poussant jusqu'à leur limite, les tendances

profondes de l'économie dans sa phase actuelle de fusion du monopole et de l'état.

### L'AGRICULTURE.

La réforme agraire principale date de la création de la république tchécoslovaque : en 1919, 4 millions d'ha de grandes propriétés (propriétés de plus de 150 ha de terre arable, plus de 250 ha de sols variés) soit 28,7% du sol sont confisqués. La distribution de ces terres par l'office agraire fut extrêmement lente et partielle : en 1936, 1790.000 ha avaient été distribués, la même quantité rendue aux propriétaires, 485.000 ha de forêts et d'alpages restaient à distribuer. Une grande quantité de formes de 100 à 150 ha subsistaient. La superficie des propriétés de plus de 100 ha avait passé de 6 millions à 3,5 millions d'hectares).

Le seul intérêt de cette réforme pour le circuit économique capitaliste était la création d'une couche de propriétaires moyens capables d'exploiter la terre au maximum pour les conditions techniques de l'époque, et l'attribution à l'état d'une grande partie des forêts que les anciens propriétaires, les nobles austro-magyars, laissaient inexploitées.

Au total, le rendement de l'opération était bien faible : sur 1.050.000 ha de terres arables confisquées, un peu plus du 1/5 seulement produisait dans des conditions intéressantes pour le capitalisme : en 1945, avec une grande partie du cheptel détruit et de nombreux travailleurs en moins (dont 200.000 allemands expulsés), l'agriculture tchécoslovaque pouvait difficilement répondre aux besoins de la consommation.

Les mesures prises en 1945 doivent être comprises dans la tendance évidente à transformer l'agriculture individuelle en agriculture collectivisée. Le mouvement ici est double. D'une part on assiste au morcellement des grandes propriétés moyennes ou petites : confiscation des terrains appartenant aux "traîtres et collaborateurs", création de 80.000 fermes de 8 à 13 ha au profit des bons serviteurs de la démocratie nouvelle (partisans tchèques de Volhynie par exemple), établissement de 100.000 exploitations sur 1.300.000 ha de terres prises aux minorités allemandes expulsées, arrondissement de 50.000 petites propriétés.

Ce premier mouvement qui semble se diriger vers une économie rurale extrêmement individualisée, ne peut être compris qu'en combinaison avec la tendance apparemment inverse vers la collectivisation : en fait le morcellement est une mesure destinée à briser complètement le pouvoir économique de l'ancienne classe dominante, à créer des couches sociales favorables au nouveau régime (propriétaires moyens, anciens partisans établis par le régime), enfin à permettre d'attendre dans les meilleures conditions économiques possibles que la mécanisation de l'agriculture soit suffisante pour la collectivisation totale. En fait la concentration et la planification sont déjà aussi avancées que possible dans ces conditions par les mesures suivantes :

- La concentration et l'étatisation voilée des coopératives (création d'une direction centrale des coopératives groupant 9 fédérations dont une fédération pour favoriser la production agricole et une fédération des coopératives de stockage).

- L'étatisation directe (nationalisation) ou indirecte (coopératives) de l'industrie de transformation agricole.

- L'intégration dans le plan de deux ans grâce aux différents moyens de pression dont disposent les comités départementaux de planification.

D'une façon générale, le rythme de la planification et de la collectivisation totales de l'agriculture sera fonction du développement de la production de machines agricoles ; équipement des S.M.T... etc. La tendance de l'agriculture tchèque depuis la guerre va visiblement dans ce sens.

### L'INDUSTRIE.

La confiscation par les allemands de la plus grande partie de l'industrie tchèque a certes grandement facilité le processus des nationalisations. Il serait cependant erroné de ne pas voir que ces nationalisations sont l'aboutissement de toute l'évolution de l'économie tchèque. Le caractère de classe de ces nationalisations sera examiné plus loin.

Avant-guerre le poids spécifique de l'industrie tchèque nationalisée était minime. Ce secteur employait 6.500 ouvriers, surtout dans la branche essentielle des mines de houille et de lignite. Prépondérante par contre est la part des capitaux étrangers, qui peut s'évaluer à plusieurs centaines de millions de dollars.

Après l'annexion, cette masse de capitaux anglais, français et allemands constitua le fonds des biens industriels allemands. En s'y ajoutant, les confiscations

et les persécutions des industriels tchèques, "l'achat" d'actions par les sociétés allemandes, la nomination de contrôleurs allemands dans les conseils d'administration des banques possédant les sociétés anonymes, et la complaisance des grands capitalistes d'industrie tchèques, firent tomber dans les mains allemandes la presque totalité de l'appareil de production. Les mesures prises par le capitalisme allemand, la construction de nouvelles industries de guerre, bouleversèrent complètement la structure de l'économie tchécoslovaque.

Au lendemain de la libération, le retour à l'état d'avant 1938 était impossible: la reconversion de tout l'appareil productif, le renflouement de l'industrie et des banques épuisées par la gestion allemande dépassaient les forces des capitalistes, d'autant plus que 45% des entreprises et toutes les banques n'avaient plus de propriétaires et devaient être gérées par des conseils d'administration. Ainsi la nationalisation et la planification de l'industrie, correspondant aux nécessités historiques de l'évolution des forces productives, se présentaient; c'était comme la seule solution dans la conjoncture prise de 1945.

En dehors de la nationalisation des établissements de crédit, 70% de la capacité de la production industrielle furent nationalisés en 1945. Sont nationalisées: les entreprises de nécessité vitale (mines, énergie, usines à gaz, armement); les entreprises "ne convenant pas à une spéculation privée" (disques, cinéma); les entreprises métallurgiques, électrotechniques de mécanique de précision et d'optique, de confection employant plus de 500 ouvriers; d'autres branches (briques, scieries, tissage) avec un minimum de 200 à 400 ouvriers; enfin la plupart des industries alimentaires importantes. En plus de ces nationalisations, un grand nombre d'entreprises moindres, confisquées pour collaboration, ne sont pas reprivatées, mais ont un statut intermédiaire de "Narodni Sprava", et sont gérées par un administrateur national: ce seul fait indique nettement l'évolution vers la nationalisation complète.

## II. CARACTÈRE DE CLASSE DES RAPPORTS DE PRODUCTION DEPUIS LA LIBÉRATION.

L'appréciation quantitative du secteur nationalisé est absolument incapable à elle seule d'indiquer quelle est la nature sociologique de l'économie tchécoslovaque. Une telle étude ne peut être faite que sur la base des rapports de production effectifs de la structure de l'appareil et de la planification, de la dynamique d'ensemble et de l'évolution relative des différents secteurs.

### 1. Destruction des anciens rapports sociaux.

Il faut d'abord repousser vigoureusement toute tentative d'assimilation avec des nationalisations opérées par la bourgeoisie, par exemple en Angleterre. Les nationalisations dans ce pays sont simplement la prise en charge par l'état bourgeois de certains secteurs industriels non-rentables: 20% des industries, surtout dans des branches produisant un taux peu élevé de plus-value, sont nationalisées.

En Tchécoslovaquie, la majeure partie de l'industrie est nationalisée, par branches entières, et sans considération aucune de la rentabilité (industrie métallurgique de transformation, industrie alimentaire).

Mais le critère qui permet de départager ces deux types de nationalisations, est celui de l'indemnisation des capitalistes. Le caractère capitaliste des nationalisations en Angleterre se manifeste par la possibilité de réinvestissement des capitalistes privés dans d'autres branches industrielles, de sorte que le poids déterminant reste le secteur privé de l'économie. En Tchécoslovaquie au contraire toute la pratique des nationalisations a eu pour résultat de porter des coups mortels à la classe bourgeoise: toutes les nationalisations aux dépens des collaborateurs ne sont pas indemnisées et une définition suffisamment large de la collaboration élimine la presque totalité des industriels tchèques. Quant aux autres, ils attendent encore le décret qui doit concrétiser les modalités d'indemnisation. Enfin la bourgeoisie alliée n'a pas encore obtenu malgré tous les moyens de pression un résultat plus tangible: dans les faits il y avait à la fin de 1947 confiscation pure et simple; les événements de février rendent encore plus improbable l'indemnisation du capitalisme occidental.

S'il est puéril de s'attacher à un décret d'indemnisation sans prendre garde à son application (ou à sa non-application) concrète, il ne l'est pas moins d'insister sur l'existence d'un secteur privé de l'économie. En dehors de la gestion administrative d'une partie de ce secteur, le reste n'était pas d'un poids suffisant pour influencer considérablement l'ensemble de l'économie: les entreprises laissées à ce secteur

étaient d'une importance secondaire par rapport au secteur nationalisé; on ne voit pas pourquoi ce critère du poids relatif des différents secteurs, valable pour l'étude du capitalisme de monopoles, ne le serait pas pour l'économie étatique.

D'autre part, le secteur privé est soumis aux directives de l'état, par l'intermédiaire du contrôle étatique du crédit; enfin l'extension de la planification à ce secteur a encore davantage assimilé le petit patron à un technicien. Il a fallu que "le secteur de l'économie privée sache coordonner son activité avec les principes du plan économique (K. Ryska et O. Mirazett: "Les nationalisations en Tchécoslovaquie"). Ainsi le secteur privé fonctionne entièrement sous la direction de l'état et au profit de la classe qui domine l'économie. Tout est mis en œuvre pour assurer la direction unique, puisque la liberté du marché est supprimée par la planification du commerce et que même une comptabilité normalisée est appliquée à l'ensemble de l'économie et non seulement au secteur nationalisé (op. cit. p. 76). Enfin l'évolution du secteur privé depuis le putsch est la preuve la plus nette de son caractère dépendant.

## 2°. Les nouveaux rapports sociaux.

L'expropriation et la destruction de la bourgeoisie en tant que classe est le fait qui saute aux yeux. La question de la nouvelle couche dominante se pose immédiatement.

Il est d'abord essentiel de voir que les nouveaux rapports de production sont fondamentalement différents du capitalisme, même parvenu au stade des monopoles: dans l'économie tchécoslovaque comme dans l'économie soviétique, la fusion de l'économie et de l'état, quoiqu'à un degré différent, est un fait accompli. L'expropriation des capitalistes n'a pas opéré un simple changement de propriétaires, elle n'a pas créé une nouvelle bourgeoisie exploitant son prolétariat de façon individuelle ou en tout cas privée. Les nouveaux rapports d'exploitation sont l'exploitation de l'ensemble du prolétariat par l'ensemble de la couche qui possède les moyens de production en détenant l'appareil économique-politique d'état. Comme en URSS il n'existe plus aucun rapport entre tel capital partiel et telle fraction de la plus-value, mais une "plus-value" totale produite par l'entreprise unique qu'est l'économie tchèque. On se laisse tromper à bon compte en prenant à la lettre les déclarations selon lesquelles "l'entreprise sera gérée comme par le passé selon des méthodes individualistes... Le directeur sera obligé de garantir une rentabilité et une production que des organismes centraux supérieurs pourront fixer et contrôler, en les comparant avec les résultats des autres usines et entreprises similaires". En fait l'ensemble du secteur nationalisé est solidaire sur le plan essentiel, celui de la gestion financière.

Alors qu'en système capitaliste chaque entreprise doit être rentable prise isolément, ici il n'en est pas ainsi, puisque les houillères, par exemple, ont eu en 1946 un déficit de 1.087.000.000 de Kcs, la métallurgie du fer de 896.000.000, les entreprises électriques de 51.000.000, et, en dépit de certaines branches saines, l'ensemble du secteur nationalisé a un déficit de 706.000.000 de Kcs. La dernière statistique publiée par B. Lausman avant son départ du ministère de l'industrie, indique de même que sur les 11 principales usines de construction mécanique, 7 sont en déficit et 4 en gain, et que même dans la céramique, 8 entreprises sur 20 sont en déficit. Ces usines ne vivent que par l'aide de l'état et la solidarité du système tout entier. Au lieu d'entreprises isolées se livrant à un combat acharné pour s'assurer un taux de profit supérieur, on a un ensemble industriel harmonisé, fonctionnant comme une simple entreprise et gérée collectivement par la nouvelle administration politico-économique. Quant au principe de la rentabilité de l'entreprise particulière, il n'a pour but comme en URSS que la réalisation d'une norme de rendement fixée en fonction des besoins totaux de l'économie.

Ce fonctionnement de l'économie comme un seul trust a été étroitement lié à une réorganisation et à une rationalisation de l'ensemble du secteur nationalisé: regroupement des usines de même type, dissociation des entreprises ressortissant à des branches différentes, effort vers la standardisation, etc. Mais même si cet effort n'est que partiellement réalisé, l'essentiel est la direction centralisée aux mains de l'état de l'appareil économique: cette fusion de l'économie et de l'état a créé de nouveaux rapports qu'on peut nommer exploitation collective. La couche qui profite de ces rapports est essentiellement la bureaucratie politico-économique, l'ensemble des fonctionnaires et techniciens qui ont collectivement tout pouvoir pour la gestion de l'économie.

Les organismes extrêmement complexes et hiérarchisés de cette gestion ne sont pas différents par nature des organismes bureaucratiques de l'URSS. Le simulacre de représentation ouvrière constitué par les comités d'entreprise a un tout autre rôle que la gestion de l'économie. Quant au fameux "contre-plan" établi soi-disant par les ouvriers, son rôle est simplement d'ajuster au mieux le plan bureaucratique et d'assurer l'exploitation maximum du prolétariat dans le cadre de l'entreprise.

La majeure partie de la bureaucratie économique (conseil central de planification et conseils départementaux, directions nationales, d'entreprise, d'usine) provient des techniciens, employés, et dans une certaine mesure patrons de l'ancien régime. Ces couches qui jouent le rôle dominant dans l'économie nationale, se sont ralliées en grande partie (55 à 60%) à l'appareil politique stalinien. Néanmoins les éléments les plus sûrs sont issus de la bureaucratie syndicale et politique stalinienne ou social-démocrate: cette bureaucratie, née dans l'appareil militaire de la légion tchécoslovaque de l'armée rouge, les comités nationaux, les syndicats clandestins, a assuré l'emprise solide de l'appareil stalinien sur l'économie.

En plus de l'intégration individuelle de ces nombreux bureaucrates syndicaux et politiques à l'appareil technique directeur, les syndicats en tant qu'organisation ont pris ici le même caractère qu'en URSS, celui d'un appareil d'embrigadement de la main d'œuvre. Sur ce plan encore, une tendance visible dans le capitalisme de monopoles, s'est complètement réalisée dans l'économie bureaucratique d'état.

Le M.S.R. (C.G.T. tchèque) embrigade environ 1.200.000 ouvriers et employés. Fortement organisé et hiérarchisé, il comprend 27 conseils centraux régionaux et 200 conseils de district, fournissant une fonction à près de 300.000 bureaucrates. Les nombreuses commissions qui en dépendent, Commission des finances, de l'Economie Nationale, de la natalité, Institut pour les normes de travail... montrent son orientation vers l'accomplissement des tâches d'état. Dès après les nationalisations de 1945, le MSR intervient de toute son autorité pour renforcer la discipline du travail dans la production, susciter l'émulation des ouvriers au rendement et à l'assiduité; 600.000 nouveaux ouvriers seraient nécessaires pour l'accomplissement du plan biennal? Le MSR a pour rôle d'organiser ce "volontariat" du travail. Ainsi se sont réalisées très rapidement l'intégration de la classe ouvrière dans le nouveau système, sa répression par ses propres organisations, la tendance à une réduction du prolétariat en matière passive d'exploitation (fixation des normes par décret, création du livret de travail, grande difficulté pour les ouvriers qualifiés de quitter l'entreprise, sanctions sévères contre la désertion du travail), la tendance à la désintégration par le travail au rendement, le stakhanovisme... etc.

Enfin les comités d'entreprise sont vite devenus un instrument de plus pour l'asservissement du prolétariat. Leurs pouvoirs se sont de plus en plus réduits au même rôle "d'éducation" et de propagande pour la production, tenus par le "secret professionnel", ils n'ont pas le droit de diffuser devant les ouvriers les renseignements qu'ils peuvent obtenir sur la marche de l'usine. Du reste ces comités élus bureaucratiquement avec liste unique du MSR qui est nommée d'office au 3<sup>e</sup> tour de scrutin si elle n'a pas eu la majorité, n'assurent même pas une parodie de représentation et sont un organisme de plus de la bureaucratie. Si les staliniens ont insisté pour la réduction du rôle des comités, ce n'est ni par "capitulation devant la bourgeoisie" (quel bourgeoisie? quels patrons?) ni même pour asseoir davantage leur propre domination sur le prolétariat, mais par un simple souci d'organisation de la machine d'état et de stricte subordination des couches bureaucratiques inférieures.

La seule façon dont la classe ouvrière peut s'exprimer face aux comités d'entreprise et à toute l'organisation syndicale est le refus pur et simple de voter: dans l'été 1947, dans 60% des grandes entreprises de Prague, les comités ont dû être désignés faute du nombre de voix nécessaire.

### III L'EVOLUTION POLITIQUE DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE EN DIRECTION DU PUTSCH.

1<sup>o</sup>-C'est évidemment de cette transformation fondamentale des rapports de production, de la bureaucratisation comme phénomène économique, qu'il faut partir pour comprendre l'évolution politique et gouvernementale de la Tchécoslovaquie. Sans doute au stade de l'économie bureaucratique d'état, la distinction du politique et de l'économique tend à disparaître, (non pas d'ailleurs celle de l'infrastructure et de la superstructure); mais il est historiquement et méthodologiquement utile de voir que la prise en

maines de l'appareil administratif et répressif n'a pu se compléter que lorsque le stalinisme a organisé sa base économique: l'économie planifiée, et suscité et consolidé sa base sociale: le corps de la bureaucratie économique-politique. D'un point de vue marxiste, l'histoire politique de la Tchécoslovaquie depuis 1945 est la conséquence de l'expropriation économique de la bourgeoisie, et le parachèvement du pouvoir de la nouvelle couche dominante.

Sur ce terrain politique lui-même, les événements gouvernementaux ne font que traduire le rapport de forces réel et la colonisation de plus en plus complète de l'appareil d'état par les staliniens. Cette colonisation fut surtout préparée dans l'illégalité par l'action du P.C. dans le front national.

Sur le plan administratif sont les comités clandestins du Front National qui prennent le pouvoir au moment de la libération; la majorité de ces comités est alors aux mains du P.C. reconstitué dans la clandestinité.

Les élections de Mai 1946 confirment ce pouvoir des staliniens dans les comités locaux, comités de districts, comités de pays. Ces comités qui ont tout le pouvoir administratif sont élus à la fois par l'ensemble de la population et par les syndicats, cette double représentation assure l'emprise des staliniens sur l'ensemble du système (57%).

Sur le plan gouvernemental, la tactique du Front National, loin de faire des staliniens les "otages de la bourgeoisie" leur permet au contraire de paralyser toute tentative d'autonomie de la part de celle-ci au nom du programme de la résistance ("programme de Koscice"). "Pas d'opposition à l'intérieur du Front National, que les réactionnaires sortent du Front National" (c'est à dire du gouvernement) peut déclarer Gottwald dès le début de 1946. La possession des ministères-clés (intérieur, armée, information) permet aux staliniens de noyauter solidement l'appareil de répression et de propagande.

Dans la police, aux effectifs doublés par rapport à 1938, les partisans staliniens sont entrés en masse après la libération. On estime à 70% la proportion des staliniens dans les sudètes, à 60%, en Bohême-Moravie.

Dans l'armée, les staliniens ou stalinisants s'assurent la mainmise sur de nombreux postes importants. En Janvier 1948, 112 officiers, dont 43 officiers supérieurs sont admis dans le P.C.

## 2° L'évolution tchécoslovaque et les facteurs internationaux.

La dépossession économique de la bourgeoisie, se traduit jusqu'au début de 1947 par sa totale capitulation au sein du Front National. L'évolution politique en 1947-48 est sans doute un aboutissement normal, mais son caractère relativement violent, le raidissement des partis bourgeois, la politique brusquée des staliniens, sont les conséquences du développement des rapports internationaux, et de la situation de l'économie tchécoslovaque dans l'économie et la politique mondiales.

La tentative de remise en route de l'économie se heurte essentiellement à la pénurie des capitaux. Le plan biennal (28 Octobre 1946), pour ramener l'économie aux environs du niveau de 1937, prévoyait des investissements de 90 milliards de couronnes. La mobilisation des ressources financières (nationalisation des banques), l'augmentation des impôts qui passent de 750 Kcs par tête en 1938 à 2046 en 1946, la diminution du standard de vie de la classe ouvrière (les prix augmentent de 80 à 90% de déc. 1945 à mai 1946) presque sans élévation des salaires) s'avèrent insuffisants pour la réalisation du plan et l'équilibre du budget.

Depuis la libération la Tchécoslovaquie s'est délibérément orientée vers les rapports avec l'Est. Le 4 déc. 1946 le ministre du commerce extérieur déclare: "nos conversations et nos rapports avec n'importe quel état ne peuvent en aucun cas affecter la façon défavorable nos accords nos conventions et nos rapports commerciaux avec l'UPS. L'accord économique du 12 avril 1946 avec l'URSS donne le ton de toute la politique commerciale tchèque; il prévoit que 33% des exportations se feront vers la Russie. Des accords semblables sont conclus avec les autres pays du glacis; tous ces accords font de la Tchécoslovaquie une entreprise de transformation à bon marché pour le compte de la zone orientale.

Mais ces relations commerciales avec le bloc oriental sont plus onéreuses que les importations correspondantes payées en dollars aux pays occidentaux. d'autre part elles sont insuffisantes pour permettre la réalisation du plan biennal; aussi de nombreuses négociations sont-elles ouvertes avec l'Ouest pour l'obtention de crédits: c'est ainsi que le gouvernement réclame à la Banque Internationale de Reconstruction

un crédit de 350 millions de dollars, qu'elle obtient divers crédits du Canada, de la Grande Bretagne, des Etats-Unis, etc...

L'antagonisme URSS-USA et le raidissement des relations internationales en 1947 se répercutent dans la situation tchèque par l'intermédiaire de ces difficultés économiques. L'offre du plan Marshall, avec son caractère offensif à la fois économique et politique, suscite une réaction violente de la part de l'URSS et des stalinien : la nécessité d'une intégration totale au système économique oriental, la nécessité pour l'URSS d'une exploitation totale du prolétariat tchèque et d'une utilisation rationnelle de l'industrie dans le sens de la guerre, imposent le refus brutal opposé au plan Marshall le 12 juillet.

Ainsi en 1947 l'évolution politique de la Tchécoslovaquie s'inscrit directement dans la lutte des deux blocs :

Les vestiges de la bourgeoisie, les partis bourgeois, bien que leur base économique soit déjà anéantie, esquissent quelques mouvements d'indépendance. L'opposition démocratique-slovaque en Slovaquie, attaque ouvertement le P.C. à propos des procès d'épuration. Les socialistes-nationaux se livrent à quelques escarmouches contre les nationalisations. En Janvier 1948 le ministre de la Justice ira jusqu'à faire arrêter des communistes sous l'inculpation de complot et dépôt d'armes. Non moins important est le congrès de Brno du parti social-démocrate (13-18 Nov) où la direction passe de l'aile stalinisante (Fierlinger) à l'aile centre (Lausman). Le conflit entre le P.C. et les autres partis sur la question de "l'impôt des millionnaires" est une autre étape de ce raidissement des relations. Il est significatif de voir les partis bourgeois demander le remplacement de cet impôt sur le capital par un impôt sur le revenu qui touche les "nouveaux millionnaires", les bureaucrates du nouvel ordre économique : la bourgeoisie montre là qu'elle reconnaît parfaitement son ennemi immédiat, la classe qui l'élimine du pouvoir.

Pour les stalinien, dès le milieu de 1947, il s'agit d'en finir le plus vite possible avec ces velléités de résistance : au tournant international du stalinisme (novembre 7 Octobre) correspond ici la lutte résolue pour "obtenir les 51% des voix aux élections de 1948", c'est à dire en fait pour concentrer directement et par tous les moyens la totalité du pouvoir d'état entre leurs mains. Le seul obstacle qui demeure, est un obstacle politique, l'existence des partis d'opposition.

#### IV-CARACTERES DES EVENEMENTS DE-FEVRIER.

La chronologie des événements de Février nous préoccupe assez peu ici. Nous avons suffisamment insisté sur la préparation réelle, économique et sociale de ces événements, pour nous ne pas nous arrêter aux épisodes. Il est par contre utile de détruire certains mythes et d'analyser quelques caractères de l'action stalinienne.

1°-Le premier mythe serait celui d'une offensive réelle de la bourgeoisie à laquelle se serait opposée la classe ouvrière ou la bureaucratie stalinienne. En fait la réaction bourgeoise n'a jamais dépassé beaucoup, même la plus forte de l'offensive Marshall, le stade des récriminations platoniques ou les réactions de défense les plus élémentaires. La démission des ministres non-communistes du gouvernement n'est guère plus qu'un sursaut désespéré devant la constatation du pouvoir réel des stalinien concrétisé par le noyautage de la police. Quant aux complots découverts par les stalinien, quels que soient les faits réels, nous savons très bien qu'ils font partie de l'arsenal élémentaire du stalinisme : la découverte d'un complot démocrate-slovaque en OCT-Nov 47 n'était qu'un essai manqué, d'élimination d'un parti bourgeois. Nous assistons en Février à une simple liquidation des vestiges de la classe bourgeoise ; l'effondrement des partis et le manque de réactions dans le pays, indiquent bien ces partis ne représentaient plus rien de solide socialement parlant.

2°-Un autre mythe accrédité par la majorité de l'Internationale, est celui du respect de la légalité et du régime parlementaire par les stalinien. Si l'on ne veut pas croire les communistes lorsqu'ils parlent des progrès de la planification, par contre on se laisse prendre naïvement à toutes leurs affirmations presque ironiques sur le caractère légal de leur pouvoir ; tant on est désireux de prouver qu'il ne s'est rien passé parce qu'on ne peut pas expliquer ce qui est réellement arrivé.

Il serait cependant intéressant de distinguer ici le double rapport du stalin à la bourgeoisie et au prolétariat. Par rapport à la bourgeoisie nationale et internationale, le maintien de la légalité (négociations avec Bénès etc) a été simplement l'écume de fumée derrière lequel se sont passés les faits réels et souvent violents : actions policières, arrestations... bref la liquidation totale des restes organisés de la

bourgeoisie, par contre, du point de vue du prolétariat la mystification de l'action légale doit être dévoilée dans son contenu réel: le maintien de l'ordre, le simple changement de système d'exploitation, la prise en héritage de l'appareil répressif d'état par la bureaucratie. Si l'on voulait insister sur le caractère non-sanglant des événements de Février, ce ne devait pas être pour reprocher aux staliniens de n'avoir pas supprimé les bourgeois de façon plus spectaculaire, mais pour expliquer comment l'appareil d'embrigadement et de répression de la bureaucratie rend extrêmement difficile l'extermination des bureaucrates par le prolétariat.

3°-Il faut enfin s'expliquer clairement sur les moyens du putsch. Toute une série de ces moyens ressortissent à la technique la plus élémentaire d'un coup d'état: emploi de la police, occupation des points stratégiques, arrestation de leaders...etc.

Les méthodes employées généralement par les staliniens pour désagréger les partis adverses, ont été mises en oeuvre à un rythme accéléré: découverte de complots, scissions dans les partis Social-Démocrate et Populiste (Dém. Chrétiens), appui de groupes armés minoritaires favorables. En réalité ces scissions apparaissent comme fabriquées de toutes pièces par des hommes de main, sans rapport avec un mouvement réel dans la base.

Les moyens les plus dignes d'attention sont évidemment ceux qui font intervenir près ou de loin les masses populaires et le prolétariat. A tous les mots d'ordre révolutionnaires pour l'organisation de la classe correspond une sorte de parodie stalinienne qu'il faut dénoncer violemment.

D'abord la formation des "comités d'action". Il semble que, nulle part, pas même à la base, ils n'aient été autre chose que le rassemblement des éléments les plus fidèles au stalinisme, les comités des bureaucrates locaux ou régionaux. Le Comité CENT d'Action de Prague, fut la réunion de "personnalités" des partis qui acceptaient de collaborer avec les communistes, de représentants des "organisations nationales", de l'armée...etc. Les comités d'action n'ont été que les comités d'exécution du putsch entre les mains du P.C. Leur rôle fut essentiellement de dénonciation, d'épuration, de promotion d'éléments sûrs aux postes importants. Ce rôle n'est pas terminé après Février: ils seront chargés d'organiser les élections, d'accorder le droit de vote, de contrôler les restes des partis politiques; ils seront un organisme de plus chargé de pousser à la réalisation du plan. Dans toutes ces tâches ils seront d'ailleurs centralisés, étroitement soumis aux comités nationaux et au "Front National".

Les prétendues milices ouvrières qui occupèrent Prague dans la nuit du 22 au 23 sont évidemment composées d'hommes de main du P.C. et jouent le rôle d'un simple corps auxiliaire de police. Leur docilité est absolue; ils déposeront peu de temps après entre les mains de la police régulière les armes toutes neuves qu'on leur avait prêtées pour la circonstance. Voilà pour l'armement du prolétariat.

En ce qui concerne le Congrès des 8000 délégués des comités ouvriers réunis le 22 à Prague, on n'a pas le droit de dire qu'il avait "abandonné son idée de se constituer en parlement des travailleurs" (La Vérité du 5 Mars); ces bureaucrates syndicaux (on a vu comment ils sont élus), sont venus écouter les discours des chefs, prendre les consignes et faire une démonstration de leur force.

L'encadrement de la classe ouvrière dans ses organisations (un P.C. de 1.350.000 membres en Février pour une population de 13.000.000 d'habitants) se montre enfin clairement dans les défilés de masse à travers les rues de Prague. Le prolétariat canalisé par la police, sans enthousiasme, défile dans les rues comme une masse de manœuvre docile de la bureaucratie. On le déclare "en état d'alerte", mais on lui fait user avec ménagements de la grève générale, car il faudra dès la semaine suivante rattraper les heures perdues en manifestations. Il n'y a pas entre un prétendu pouvoir de la bourgeoisie et le pouvoir de la Bureaucratie, un moment de flottement, une solution de continuité qui laisserait un répit au prolétariat. La bureaucratie, avant comme après le putsch, détient la réalité du pouvoir et n'interrompt nullement sa propagande de production à outrance, liée à l'embrigadement effectif de la main d'oeuvre.

#### V-APRES LE PUTSCH.

A) Conséquences. Nous mentionnerons rapidement les suites du putsch sur le plan politique, économique et international.

-Politiquement, les événements de Février ont marqué la fin de tous les partis non directement incorporés au P.C. Le parti social-démocrate de Fierlänger, s'orientant vers l'absorption à brève échéance dans le P.C. Tous les éléments douteux, suspects de complicité avec l'impérialisme américain, sont soigneusement épurés. Le rapport du stalinisme avec la classe ouvrière n'a été nullement modifié par ce règlement de comptes final avec la bourgeoisie.

Quant aux élections de Mai, elles n'ont apporté aucun élément, imprévu, sinon l'assez importante résistance de la paysannerie slovaque à la mise au pas.

-Economiquement, le putsch a permis une accélération considérable du processus de planification.

Dans l'agriculture, la redistribution de toutes les terres supérieures à 50 ha sera un fait accompli en octobre. Le rythme de la collectivisation sera sans doute fonction de la production de machines agricoles, pour lesquelles le plan est assez ambitieux.

Dans l'industrie, les mesures de nationalisation après février ont atteint toutes les entreprises de plus de 50 ouvriers, soit 90% de la totalité. Ainsi tend rapidement à disparaître ce secteur privé qu'on prétend si important pour nier l'assimilation structurelle.

Le plan quinquennal mis en vigueur à la fin de l'année, prévoit essentiellement un très fort développement de l'industrie lourde, qui ne se comprend que dans la perspective d'une intégration complète au bloc économique oriental (200% pour les machines, 80% pour l'industrie mécanique). Quant à l'augmentation de 50% des salaires réels, on peut douter que la dynamique propre du système bureaucratique et la préparation de la guerre y conduisent. Bien au contraire la politique de la production à outrance et la coupure des crédits américains ont occasionné un renforcement du système de rationnement, et non sa suppression que le plan biennal prévoyait pour cette année.

-Internationalement, l'intégration économique, politique et militaire au bloc russe se poursuit activement (accords avec les pays du glacis, etc). La coupure avec l'Occident est définitive, et tout espoir de crédits accordés par l'Amérique semble à écarter définitivement.

#### B). CONCLUSIONS.

##### 1° - Caractères sociologique de l'économie et de l'état.

Le fait dont nous sommes partis pour comprendre le caractère de l'économie et de l'état tchécoslovaques est la tendance de l'économie capitaliste à la concentration totale et à la fusion des monopoles et de l'état. L'économie tchécoslovaque actuelle comme l'économie russe représente un stade près achevé de cette fusion. De ce point de vue, et non pas en rapport avec la survie d'un secteur privé qui va s'amenuisant, la dénomination de "capitalisme d'état" serait justifiée. Mais du point de vue sociologique, il est primordial de comprendre que cette concentration totale est réalisée non par la bourgeoisie, mais par une bureaucratie d'origine principalement ouvrière, engagée dans une lutte à mort contre cette bourgeoisie. Du point de vue économique, le passage à l'économie bureaucratique d'état constitue un bouleversement définitif des lois encore en vigueur dans le capitalisme des monopoles. Enfin, du point de vue du processus historique, la notion de "conquête de l'état bourgeois" par le stalinisme est profondément inexacte. Nous avons vu que le processus essentiel de l'assimilation structurelle était la transformation des rapports sociaux au niveau de la production, avant d'être une conquête de l'appareil purement politique de l'état. L'agent de cette transformation économique est la couche bureaucratique qui prend en mains le système productif.

Dès le moment où cette couche est le maître incontesté du système et fait évoluer dans son sens les secteurs non-encore nationalisés, la définition marxiste de "classe" lui convient exactement, même si elle n'a pas encore acquis une pleine conscience d'elle-même et le même degré d'organisation qu'en URSS. Enfin, si la notion de "conquête de l'état" met en valeur ce fait que l'état stalinien comme appareil coercitif est fondamentalement du même type que tout état dans une société d'exploitation (police, armée, bureaucratie administrative), elle laisse de côté les différences qui ne sont pas moins importantes: rôle privilégié de la police, rôle des syndicats, rôle du parti communiste de masses dans l'appareil d'oppression.

2°) Le poids de l'antagonisme URSS-USA, sur le déroulement des luttes sociales, apparaît avec toute son importance dans les événements de Prague. Il faut cependant écarter ici plusieurs malentendus : l'intégration de la Tchécoslovaquie au bloc oriental n'a pas pour cause essentielle des nécessités purement militaires, stratégiques de défense du territoire de l'URSS. L'expansion russe doit être interprétée comme une nécessité d'accroissement total du potentiel de l'URSS par l'assimilation d'autres unités économiques et leur intégration dans l'économie planifiée. C'est finalement le besoin de capitaux de l'URSS, compris dans la perspective de la concurrence à mort avec les USA, qui détermine l'expansion russe en Tchécoslovaquie. D'autre part, cette expansion vient recouper des tendances profondes de l'économie tchèque, de sorte que la pression matérielle de l'URSS sur les événements a été assez faible.

En fait l'antagonisme URSS - USA joue surtout un rôle capital au sein de la classe ouvrière, d'une part comme facteur de mystification du prolétariat, qui renforce sa liaison à une bureaucratie en lutte effective contre la bourgeoisie ; d'autre part comme facteur de démoralisation de l'avant-garde qui voit la classe devenir une simple masse de manœuvre pour l'un des deux camps. De ce point de vue, l'appréciation de l'URSS comme "état ouvrier dégénéré" et du stalinisme comme "direction ouvrière dégénérée", va directement dans le sens de cette mystification du prolétariat. Les événements de la Tchécoslovaquie montrent que la prise de conscience par le prolétariat de cette mystification, est un phénomène à peine amorcé ; ce processus ne saurait en aucun cas rattraper le rythme de la course vers la guerre, et s'est semé des illusions que lancer la perspective d'un "renversement de la vapeur" par le prolétariat d'ici la guerre. Cependant, il n'est pas exclu que des couches importantes prennent conscience de cet embrièvement dans la lutte URSS - USA ; aussi l'explication de l'unité du système économique mondial pour l'exploitation du prolétariat est un facteur très important pour transformer cette conscience en hostilité directe envers la bureaucratie du travail et hâter le détachement de la classe ouvrière de ces organisations.

3° Le caractère et le rôle du parti stalinien, se trouvent mis en lumière. Le mythe du "parti réformiste d'un type nouveau" s'écroule devant la lutte à mort des staliniens contre la bourgeoisie. Nous avons assisté sur la base économique et sociale des staliniens en Tchécoslovaquie, sur le rôle historique joué par la bureaucratie ouvrière pour pousser au bout la tendance capitaliste de fusion avec l'Etat. Il nous importe surtout ici de tirer les conséquences de la politique stalinienne pour la lutte du prolétariat.

Le radicalisme total du stalinisme par rapport à la bourgeoisie est manifeste. Le programme exposé par les leaders staliniens au Congrès des Délégués Ouvriers est frappant à ce sujet : nationalisations, chassons les ministres capitalistes, Gouvernement PC PS CGT, formez vos Comités d'action etc... ; il est non moins évident que les staliniens ont effectivement réalisé ce programme, sans y être poussés par la pression des masses et qu'ils ont éliminé complètement la bourgeoisie. Ainsi s'effondre la conception du "débordement" qui consiste à "mettre les staliniens au pied du mur" ; la tactique de la majorité qui consiste à mettre en évidence la "trahison de classe" des bureaucrates staliniens, échoue complètement. Les bureaucrates sont parfaitement conscients de leurs intérêts de classe et ils ont aussi leur "programme transitoire" pour les réaliser.

La nature de la bureaucratie lui permet de reprendre dans son intérêt propre les mots d'ordre prolétariens de lutte contre le capitalisme. Il est donc faux de présenter, comme le fait la majorité, le "programme Transitoire" comme une suite de revendications dont la dynamique propre aboutit nécessairement au pouvoir du prolétariat. Chacune des revendications transitoires peut avoir un sens bureaucratique ou un sens prolétarien suivant le contenu qui lui est donné. Une revendication transitoire ne peut avoir un contenu prolétarien que si elle est liée explicitement à l'ensemble du programme et à son aboutissement : le pouvoir de toute la classe organisée dans ses comités. Dévoiler le programme transitoire morceau par morceau au cours de luttes est permettre aux staliniens de duper le prolétariat à chaque étape et participer à cette duperie.

Le fait que ces phénomènes ne sont pas spécifiques à la Tchécoslovaquie, mais se sont produits, sous des modalités différentes, dans les pays du "glacis" d'une population d'ensemble d'environ 100 millions, pourrait peut-être faire réfléchir les tenants de la conception classique sur l'URSS et le stalinisme...

I. Les rapports de production à l'usine dans la période du capitalisme décadent.

I. Pour la majorité, a) "La crise économique de la bourgeoisie" exprime la tension fondamentale (?) de l'économie vers l'équilibre entre les richesses réelles et leur représentation monétaire", b) "nous devons suivre de très près les indices de la situation économique pour l'ajustement de nos mots-d'ordre : abandon de l'échelle mobile des salaires en cas de baisse des prix, remplacement par l'échelle mobile des heures de travail en cas de chômage etc." - Ce que la majorité appelle "fondamental" en économie est ce que Marx appelle superficiel. Marx et Lénine ont expliqué que ce qui est fondamental c'est la dialectique interne de l'appareil productif, en l'occurrence la concentration croissante. Ce n'est que sur cette base que l'on peut fonder une perspective qui ne soit pas conjoncturelle.

Mais cet appareil productif repose en définitive sur des rapports humains sociaux de production. A notre époque, l'essentiel de la société civile est intégré dans l'appareil de la production, soit dans des postes d'organisation et de direction, soit dans des postes d'exécution. Aussi est-il indispensable d'étudier ces rapports sociaux de production à l'usine, c'est à dire au sein des grandes unités économiques.

L'introduction du plan dans l'industrie - - -

2. Comme écrit Lénine déjà en 1917, "les conditions économiques présentes ont causé la disparition du capitalisme dépourvu de plan. Jusqu'à la guerre, il y avait des monopoles, des trusts, des syndicats; depuis la guerre, nous avons eu le monopole d'Etat... Il est nécessaire de noter qu'il y a 27 ans, Engels remarquait que définir le capitalisme par son manque de plan signifiait ne pas voir le rôle que jouent les monopoles, et ceci n'est pas satisfaisant. La critique d'Engels était que lorsque nous en venons aux trusts, le manque de plan disparaît, quoique le capitalisme demeure. Cette remarque d'Engels est particulièrement significative maintenant, lorsque nous avons un Etat militariste, un capitalisme monopoleur d'Etat. L'introduction du plan dans l'industrie n'en maintient pas moins les ouvriers dans l'esclavage, tout en permettant aux capitalistes d'accumuler leurs profits d'une manière plus paillardée. Nous assistons à la métamorphose du capitalisme à une forme supérieure, réglementée de capitalisme" (Lénine, Works, XX-1, 316).

A travers ses crises, le capitalisme accélère prodigieusement sa concentration. Dès avant 1929, ce mouvement de concentration s'est accompagné d'un mouvement de standardisation et de rationalisation visant à élargir la production en grande série. La liaison de ce mouvement de rationalisation avec le mouvement de concentration a été sous-estimée : très rapidement les grands monopoles ont lutté pour éliminer le grand monopole gaspillage et l'anarchie capitaliste concurrentielle dans des très larges secteurs de l'économie. Il s'est ainsi amorcé des véritables ébauches de planification, d'une introduction du plan dans l'industrie".

3. Dans ces conditions, le gaspillage capitaliste ne disparaît évidemment pas ; au contraire, il se développe à une échelle internationale tellement immense que l'on ne peut même plus parler de gaspillage. Le gaspillage et l'anarchie capitaliste moderne c'est la rupture de la division internationale du travail : dès avant-guerre, la création de blocs autarchiques, de nos jours la rupture du marché mondial lui-même. C'est cela, "le gaspillage effroyable de travail humain, qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit" ("programme transitoire"). Il n'est plus question de le "révéler", mais de fonder directement sur cette constatation de fait la nécessité des Etats Unis Socialistes du Monde.

Ses conséquences dans le cadre de la division moderne du travail.

4. "Le travail de direction et de contrôle, pour autant qu'il découle du caractère antagoniste de la domination du capital sur le travail, étant, par conséquent, commun à tous les modes de production fondés sur l'opposition de classes, y compris le mode capitaliste, se trouve également dans le système capitaliste, amalgamé de façon directe et indissoluble avec les fonctions productives que tout travail social combiné impose à certains individus comme travail social... A. Ure a déjà fait remarquer que ce ne sont pas les capitalistes industriels, mais les managers industriels qui sont l'âme de notre système d'industrie !... La production capitaliste en est arrivée à ce point que la fonction de direction, entièrement séparée de la propriété capitaliste, court les rues. Ce travail n'a plus besoin d'être accompli par le capitaliste" (K. Marx, Capital, Vol. III, p. 418 éd. allem.)

Cette constatation de Marx, faite il y a 75 ans, est cent fois plus vraie aujourd'hui. Sur la base de la concentration et de la monopolisation il s'est développé un système complexe de direction planifiée de la production des grandes unités, concrétisé dans des organismes tels que plannings, bureaux des temps, plan comptable etc. Cette direction a essentiellement pour but d'établir une relation directe et consciente entre le prix de revient des objets fabriqués et chaque temps opératoire "homme-machine" nécessaire pour le façonnage d'un objet fabriqué considéré comme unité. Les modifications techniques de fabrication ne tendent qu'à baisser ces temps opératoires "homme-machine", en fractionnant le plus possible les opérations et en perfectionnant activement les vitesses des machines à grand rendement. Il en résulte que les temps manuels nécessaires pour alimenter les machines ou les temps morts nécessaires pour les régler finissent par devenir supérieurs aux temps mécaniques de la machine elle-même; d'où une lutte croissante pour augmenter le rendement et accroître la productivité, qui pousse à l'hypertrophie des organismes de planification et de contrôle de la production, qui ont pour fonction essentielle d'éliminer le "gaspillage" ouvrier en comprimant les temps manuels ou morts, dont le poids spécifique ne fait qu'augmenter.

C'est sur cette base que se développe un nouvel antagonisme entre organes de direction et de planification et instruments d'exécution, antagonisme dans lequel ces derniers, c'est à dire les ouvriers, réagissent par la baisse de la productivité et les patrons par un plus grand contrôle et une plus grande planification. C'est ainsi que se développe un troisième et nouveau gaspillage, le gaspillage bureaucratique, dont l'importance ne fait que croître, d'une part par l'augmentation du nombre des improductifs, d'autre part par le cloisonnement des divers travaux entre eux, alors que plus que jamais le processus technico-économique de la production forme un tout.

5. Les conséquences de cette évolution sur la structure de la classe ouvrière elle-même dans l'usine sont :

a) Diminution relative des ouvriers très qualifiés, les plus payés, dans l'éventail théorique des salaires (ancienne aristocratie ouvrière); d'où impossibilité, non seulement financière et culturelle, mais économique et technique, pour la grande masse à accéder à ces postes théoriquement privilégiés;

b) augmentation relative énorme des ouvriers (O 6 ou même P 1 ou P 2) travaillant sur machine à très grand rendement et demandant une formation de plus en plus rudimentaire;

c) la lutte contre le "gaspillage" ouvrier est dirigée essentiellement contre cette dernière catégorie, qui se trouve être la plus exploitée, par rapport à une minorité décroissante de super-spécialistes ou d'ouvriers d'entretien. Les premiers n'ont plus aucun espoir de quitter leur emploi.

d) Si, comme l'expliquent les thèses sur le mouvement syndical du II Congrès de l'IC, l'ancienne aristocratie ouvrière est sans cesse affaiblie "par l'abolition des privilèges des divers groupes du prolétariat", et si cette "abolition s'explique par la décomposition générale du capitalisme, le nivellement de la situation de divers éléments de la classe ouvrière, l'égalisation de leurs besoins et le manque de sécurité", par contre on assiste à une différenciation croissante au sein du prolétariat, pas tellement des revenus, mais de l'exploitation elle-même.

6. A la lumière des modifications survenues au niveau du processus de production, on ne peut plus considérer l'écartement de l'éventail des salaires, la multiplication des catégories, la part croissante des "bonis" dans le salaire, comme des pures et simples manœuvres rationales de division, mais comme le reflet des nécessités internes des conditions actuelles de la production capitaliste.

La lutte pour la diminution des temps morts et manuels étant étroitement liée à la lutte pour la diminution des temps mécaniques, il devient indispensable de prendre en considération le temps de travail concret (c'est à dire lié au rendement) et les différentes catégories concrètes de travaux et d'ouvriers qui y sont attachés. D'où importance croissante des normes de base impliquant un rendement minimum et importance décroissante du salaire de base éventuel. Enfin le caractère parcellaire et monotone du travail divisé exige le plus souvent des salaires stimulants dans lesquels les bonis forment la part décisive des revenus ouvriers, et grâce auxquels on peut arriver à un renversement de l'éventail théorique des salaires.

7. Les ouvriers ne peuvent supprimer la différenciation dans l'exploitation qu'en bouleversant de fond en comble les rapports sociaux de production à l'usine, en passant d'un mode antagonique de production à l'usine à un mode collectif, supprimant

radicalement le cloisonnement entre les divers travaux, ce qui est la condition pour la suppression de l'antagonisme direction-exécution.

8. Les revendications syndicalistes classiques sont devenues pour la plus grande part ou bien utopiques (retour pur et simple au salaire à l'heure) ou ont un caractère artificiel. Il est significatif que l'actuel "minimum vital" qui est et ne peut être qu'un "minimum garanti" ne rentre même pas en ligne de compte pour l'établissement des payes réelles qui partent de 38 frs multipliés par le coefficient de l'échelle hiérarchique plus les bonis. Ce n'est que dans le cas, exceptionnel par définition, de coulage des bons, que ce minimum garanti de 52 frs rentre en jeu. Faire de la surenchère sur ce soi-disant minimum vital pour l'industrie est purement artificiel. D'autre part, même s'il servait de base à l'établissement des payes le bénéfice temporairement acquis pourrait toujours être réduit à zéro par les modifications de fabrication qui bouleverseraient les temps ou les normes de base.

## II. Nature et rôle des syndicats dans l'époque ultime de la concentration.

9. Il y a un aspect commun dans le développement, ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat.

"Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats.

"Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et l'initiative privée, mais sur un commandement central. Les cliques capitalistes, à la tête des trusts puissantes, des syndicats, des consortiums bancaires etc. contrôlent la vie économique de la même hauteur que le fait le pouvoir d'Etat, et, à chaque instant, ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour, les syndicats dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement uni au pouvoir. De là découle pour les syndicats - dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes - c'est à dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée - la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et à lutter pour la coopération avec lui... Par la transformation des syndicats en organes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leur ultime conclusion toutes les tendances inhérentes à l'impérialisme" (Trotsky, Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste, "La Vérité", 17 Janvier 1947).

Et Trotsky continue : "Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est à dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement, au sein d'une même organisation de masses ne peuvent plus exister longtemps. Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière".

A notre époque, et spécialement après l'expérience de 1944-1948, on doit constater que l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat (qu'il s'agisse de l'Etat national ou d'un Etat "étranger") est devenue complètement impossible.

La lutte syndicale revendicative (salaires, journée de huit heures) c'est à dire au stade économique de fixation du taux de la plus-value, qui à l'époque concurrentielle pouvait se faire à l'échelle du syndicat d'entreprise, nécessite aujourd'hui l'intervention des bureaucraties syndicales fédérales à l'échelle d'industries entières, qui ont à traiter avec le pouvoir de l'Etat (conseil économique) "s'adapter à lui et lutter pour la coopération avec lui" (prise en considération de la "production nationale", de la "stabilité de la monnaie" etc.).

10. Ainsi, alors que l'efficacité revendicative des syndicats diminue, alors que leur appareil bureaucratique augmente, les syndicats commencent à fusionner non plus seulement avec l'appareil d'Etat, mais aussi avec l'appareil de la production à l'échelle de l'usine elle-même. Ceci tient à deux facteurs : d'abord l'organisation et l'élévation du niveau de conscience des ouvriers créent pour le patron la nécessité de s'appuyer sur les syndicats pour contenir la lutte de classe à l'usine. - C'est là, en définitive, la signification objective du réformisme classique.

D'autre part, la lutte pour le rendement, à une époque où la prise en considération du temps de travail concret pousse à la prise en considération de l'ouvrier concret, de sa "santé", de son alimentation rapide, de la régularité de son travail, passe par l'effort vers l'amélioration des conditions de travail "concrètes".

- 4 -

(hygiène, cantine, sécurité, maladies etc.) Par là même, le syndicat devient un rouage de l'appareil de production à l'usine.

Mais, dans le cadre de cette collaboration patron-syndicat, surgit une double tendance antagonique au contrôle : de l'entreprise sur le syndicat et de la bureaucratie syndicalesur l'entreprise. L'entreprise tentera toujours à intégrer à ses propres services bureaucratiques et techniques les services "sociaux" de l'usine. Inversement, la bureaucratie syndicale tend, non pas à contrôler le patron en tant que tel, ce qui serait absurde, mais les organes de planification à l'usine - à contrôler "l'âme de notre système d'industrie" que constituent les managers et leurs services techniques.

II. Il y a là une extension apparente des tâches syndicales qui n'est en réalité qu'un déplacement de l'axe revendicatif classique du syndicalisme, qui ignorait les problèmes de production. On est loin du réformisme classique. En poussant à la collaboration de classe les patrons créent des hypothèques au profit de la bureaucratie syndicale, que celle-ci est avide à approfondir.

Le regard sur les livres de compte pour la soi-disante diminution des profits patronaux (pour ne pas parler de la baisse des prix) n'est qu'une phase dans cette lutte de la bureaucratie syndicale pour contrôler la production ; il ne s'agit nullement de lutter contre l'exploitation des ouvriers ; il s'agit d'orienter l'investissement des profits patronaux dans un sens déterminé afin de pousser à la modernisation de l'outillage.

Un exemple frappant est donné par la résolution du dernier Congrès des Métaux CGT qui réclame : "La création des commissions de contrôle des cadences... la direction ne pouvant procéder à une révision des normes dans un sens défavorable que lorsqu'il y a modification correspondante de l'outillage et des conditions techniques de fabrication". Cette clause, connue d'ailleurs dans le syndicalisme classique, signifie concrètement que la bureaucratie syndicale devient un agent actif de la lutte contre le "gaspillage" ouvrier, puisque toutes les modifications d'outillage ou des conditions de fabrication ont justement pour objet d'augmenter la productivité du complexe homme-machine, donc, en définitive, d'exercer une pression accrue sur les ouvriers de plus en plus stimulés et de plus en plus contrôlés.

En effet, dans le choix : lutte contre le "gaspillage" ouvrier, ou lutte contre le gaspillage bureaucratique, les bureaucraties syndicales sont inconditionnellement pour la première solution. - Cela signifie que tout progrès technique, non seulement dans le régime capitaliste, mais dans tout régime qui conserve et développe l'antagonisme dirigeants-exécutants, planificateurs et "planifiés", se retourne directement et inéluctablement contre les ouvriers. Le cacher ou se le cacher s'est travailler objectivement contre la révolution socialiste. - Il n'y a qu'une solution c'est la destruction de toute sorte de rapport d'exploitation dans l'usine, l'appropriation de l'appareil productif par les ouvriers et sa collectivisation effective.

I2. En conséquence, on constate chez les cadres syndicaux de tous les pays, USA et Grande Bretagne compris, une nouvelle mentalité, non réformiste, mais "gestionnaire-productive", étrangère l'ancienne mentalité revendicative, qui par définition ignorait les problèmes de production. Cette mentalité est gestionnaire-productive non pas parce que le syndicat gère lui-même, mais parce qu'il devient un rouage auxiliaire de l'appareil de direction-organisation de la production, auquel il participe sur la base de son emprise sur les possesseurs de la force de travail.

Le rapprochement historique entre l'appareil syndical et les appareils de planification et d'organisation de la production des grandes unités économiques (plannings, bureaux des temps, comptabilités matière etc.) devient irrésistible. Cette tendance, pour reprendre l'expression de Trotsky déjà citée, "n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats".

La destinée normale des centrales syndicales est de devenir l'échelon "ouvrier" supérieur de la planification à l'échelle nationale des grandes unités enfin unifiées dans un système d'exploitation totalement planifié.

### III. Le stalinisme. Sa base. Son programme.

13. Ce n'est que dans le cadre d'une conception claire de la nature de la bureaucratie stalinienne d'une part, de la nature et du rôle des syndicats dans l'époque actuelle d'autre part, que l'on peut comprendre le caractère de l'emprise stalinienne sur les syndicats et leur orientation "revendicative".rise en soi, la bureaucratie syndicale stalinienne est celle qui a poussé avec le plus de hardiesse sur la voie de la fusion des syndicats avec l'Etat d'une part, l'appareil de production à l'usine d'autre part, ceci non seulement en URSS mais dans tous les pays du "glacis"

Le rôle historique du stalinisme est précisément de pousser à ses ultimes conséquences la fusion des bureaucraties "ouvrières" et "techniciennes". Mais, dans les pays qui se trouvent encore sous l'emprise de l'impérialisme américain, la bureaucratie stalinienne ne peut pas pour le moment jouer pleinement son rôle ; elle est obligée d'utiliser les syndicats comme un instrument de pression contre la bourgeoisie nationale, employant la lutte revendicative classique et "ignorant" temporairement les problèmes de production. Il ne s'agit là, en définitive, pour elle, que d'affermir par son attitude "combattive" son emprise sur les ouvriers. Dans la pratique les "succès" obtenus réellement se situent toujours sur le plan d'une pénétration plus profonde des syndicats dans l'appareil de production. C'est cela que signifie aujourd'hui la "défense des droits syndicaux".

Les ouvriers s'en rendent compte de plus en plus qui constatent le caractère artificiel et purement démagogique des revendications types "minimum vital" dont l'efficacité se trouve réduite à zéro, non seulement par la hausse des prix, mais par l'accélération des normes de travail - normes pour lesquelles le contrôle bureaucratique ne change fondamentalement rien, si ce n'est, temporairement, pour une couche plus ou moins large, d'ouvriers staliniens de choc.

14. Les tentatives de la bureaucratie stalinienne de s'infiltrer dans l'appareil de production, l'orientation vers l'"indépendance nationale", l'orientation de la CGT vers les salaires "proportionnels" forment des éléments d'un "programme transitoire" stalinien, à la fois anti-capitaliste et contre-révolutionnaire, qui a justement pour objet d'une part de miner objectivement le régime capitaliste, d'autre part de se constituer une base ouvrière propre et autonome.

Dans les cadres du travail au rendement, la bourgeoisie emploie des systèmes de calcul de salaire progressifs jusqu'à un certain point et dégressifs ensuite, avec plafond que l'on ne peut pas crever. La nécessité de ces systèmes de calcul de salaire au rendement découle directement de la structure monopoliste de l'économie actuelle, c'est à dire du caractère strictement limité et défini de la demande, qui impose à l'entreprise non pas le maximum de production, mais une production moyenne optimale calculée sur la demande, à la quelle doivent être adaptés les prix de revient.

Inversement les staliniens, en demandant "la suppression des systèmes dégressifs pour la rémunération du travail au rendement et leur remplacement par un système proportionnel - la suppression des plafonds de salaire" (Résolutions du Congrès des Métaux CGT) mettent en avant des mots-d'ordre objectivement anticapitalistes, puisqu'incompatibles avec la structure monopoliste, non totalement planifiée de l'économie. C'est le contenu réel de la politique stalinienne à la libération du "produire d'abord", liée à une pénétration effective dans l'appareil d'Etat, et non pas cette absurde "néo-réformisme" découvert par la majorité. Cette politique des salaires leur permet d'effectuer une mobilisation de larges couches ouvrières, auxquelles elle semble offrir une solution quasi-immédiate. Pendant la période "transitoire", comme dans le "glacis", sur la base d'un travail intense, l'ouvrier surexploité trouve la possibilité d'inverser à sa faveur l'éventail théorique des salaires, d'augmenter ses payes et d'élever temporairement son niveau de vie.

Parallèlement, sont ainsi détectés dans la classe ouvrière les éléments qui se transformeront, dans le cas de la prise du pouvoir, en stakhanovistes, c'est à dire en nouvelle maîtrise ouvrière, dont la fonction sera de fixer des normes fictives de travail permettant la surexploitation des autres, tandis que les prix seront adaptés à ces salaires exceptionnels. Nous avons là une base de mobilisation objectivement anticapitaliste, d'autre part un programme de pouvoir, - en un mot, une orientation transitoire. L'"indépendance nationale", les "démocraties populaires" - l'"antiimpérialisme" américain, sont les expressions sur le plan de la "haute politique" de ce programme "transitoire".

15. C'est cette couche d'ouvriers mieux payés que les autres, sur la base d'une surexploitation intense, et qui "prolongent" cette situation "privilegiée" dans la perspective de la prise du pouvoir par le stalinisme et du stakhanovisme réalisé, qui constitue la base potentielle la plus combattive et la plus avancée du stalinisme à l'usine. Mais cette nouvelle "aristocratie ouvrière" des lendemains qui chantent contient une contradiction interne, qui n'est, sur ce plan particulier, que la traduction de la contradiction générale du stalinisme : à savoir que le stalinisme, poussé en avant par la crise des rapports classiques d'exploitation, ne peut qu'approfondir cette exploitation. L'amélioration, immédiate ou en perspective de la position - du "revenu" - de ces couches ouvrières, n'est obtenue qu'au prix d'une exploitation infiniment plus intense aussi bien de ces couches que des autres.

On voit ici une autre opposition entre le stalinisme et le réformisme. Ce dernier s'appuyait sur une aristocratie ouvrière dont il améliorerait vraiment la position. Le stalinisme n'apporte, aux couches aux quelles il fait appel, qu'une amélioration doublée d'une exploitation plus intense. Dans ce sens, ces couches, loin d'être organiquement hostiles au programme révolutionnaire, peuvent devenir extrêmement perméables à celui-ci, plus même que ne l'était l'aristocratie ouvrière classique. Dans ce sens aussi le stalinisme constitue un pas en avant immense de l'expérience de la classe ouvrière vers le programme révolutionnaire.

#### IV. L'orientation du travail d'entreprise. Les Comités de Lutte. Les Syndicats.

L'organisation doit d'abord changer sa conception du travail d'entreprise. Celui-ci ne s'identifie ni avec le travail syndical, ni avec "l'intervention lors des grèves". Même dans le cadre des conceptions syndicales classiques, le travail syndical n'est qu'une partie - et pas la première - du travail d'entreprise. Celui-ci comprend une activité quotidienne de détection des éléments les plus proches du programme révolutionnaire, de dévoilement concret de l'exploitation patronale et bureaucratique, d'association des éléments les plus avancés de la classe au travail révolutionnaire. Ce n'est que sur la base d'un travail continu de cet ordre que nos interventions pendant la grève - qui ne sont que la continuation de notre politique quotidienne par d'autres moyens - peuvent avoir une signification positive.

Cela est d'autant plus vrai que l'on constate que le syndicalisme et le stalinisme tournent de plus en plus le dos à l'entreprise elle-même, au processus de production et d'exploitation, pour ne s'occuper que de l'"âme" bureaucratique de l'industrie moderne, les organes de planification du travail et non le travail lui-même.

17 L'orientation de base du travail d'entreprise doit être dirigée vers la constitution de Comités de Lutte.

La double contradiction à la quelle fait face aujourd'hui la classe ouvrière, n'est pas celle posée par des directions qui se contenteraient de revendications insuffisantes ou qui n'accepteraient qu'un pseudoc contrôle inefficace mais résiduel :

a) Dans le caractère de plus en plus superficiel de l'action revendicative classique qui ignore l'importance croissante de l'intensification du travail dans les luttes ouvrières quotidiennes.

b) Dans le contrôle et la participation gestionnaire amorcée de la bureaucratie et l'aliénation du prolétariat par cette dernière.

Les quelques rares Comités de Lutte qui ont surgi, très temporairement, mais d'une manière autonome, avaient pour objet véritable de résoudre cette double contradiction. Faute d'expérience et de durée ils n'ont pas été capables de mettre en avant des revendications qui leur soient propres. Par contre, ils ont eu tendance à porter tout l'accent à l'autonomie organisationnelle face au syndicat, préférant arracher eux-mêmes des miettes au patron, sans d'ailleurs se faire aucune illusion réformiste, plutôt que de suivre les organisations classiques dans leur mot-d'ordre plus larges n'plus politisés et soi-disant plus "révolutionnaires".

18 Contrairement à tout ce qui a été dit, dans son fond et non pas dans sa forme qui peut changer, le Comité de lutte a un caractère éternellement permanent et adaptable aux périodes calmes.

Aujourd'hui la première tâche est celle de la formation de comités d'atelier, noyau d'un comité pour toute l'usine, groupant les éléments les plus conscients de chaque atelier. Leur premier objectif sera l'étude des procédés actuels d'exploitation c'est à dire de la production dans l'atelier, qui forme le plus souvent une unité technico-économique, et l'étude des salaires. Dans ce sens, la confrontation des feuilles de paye peut devenir l'axe d'un dévoilement de l'exploitation, de son mécanisme et aussi des différenciations entre les ouvriers eux-mêmes. Le comité d'atelier devra sortir des tracts, éventuellement un journal, en prenant position sur toutes les questions qui se posent quotidiennement à l'atelier. La question de la coordination des différents comités d'atelier au sein d'un Comité de Lutte pour toute l'usine ne pourra se poser d'une manière concrète que lorsque l'expérience relative aux comités d'Atelier existera. Ces Comités d'atelier ne devront ni être ni apparaître comme des annexes du parti. La plus grande attention devra être accordée à la production et à la diffusion des idées par les ouvriers eux-mêmes.

19. il y a les plus grandes chances pour que les CDL mettent concrètement en avant des mots-d'ordre revendicatifs tenant compte des rendements, des normes de base et des modifications de fabrication. Dans cette mesure ils se substitueront parfois effectivement et avec plus d'efficacité au syndicat. Ils ne sont pas pour cela des embryons de syndicats rouges ; leur lutte se transformera inéluctablement en lutte politique, propagandiste, agitative et même éventuellement physique contre la bureaucratie stalinienne, s'élargissant même au défaitisme révolutionnaire dans le cas de la guerre. De plus, ils pourront même aller jusqu'à ébaucher des solutions socialistes de la collectivisation de la production. Inversement, cependant, ils ne substitueront pas au Parti, à la direction révolutionnaire, n'ayant ni discipline programmatique, ni frontières tracées, ni centralisme.

20. Les syndicats. Le fait que le syndicat se soit intégré progressivement d'une part à l'appareil de l'Etat, d'autre part à l'appareil de production au niveau même de l'usine, et que toute l'économie moderne consolide cette intégration, comme aussi le fait que le syndicat soit né en tant qu'organisme exclusivement économique de la classe ouvrière, et qu'aujourd'hui un tel organisme purement économique ne puisse plus exister, règle la question du caractère objectif et du rôle du syndicat. Toute politique tendant actuellement à régénérer les syndicats par une direction révolutionnaire ou laissant le moindre doute à ce sujet à la classe ouvrière, est une politique utopique et réactionnaire. La politique du Parti ne peut pas être historiquement celle de la conquête de la direction syndicale, mais celle de l'impulsion de formes extrasyndicales d'organisation et de lutte.

Mais la clarification pour nous du rôle objectif du syndicat ne résout pas la question de notre attitude tactique face aux syndicats existants. Celle-ci ne peut être résolue qu'en considération du degré de conscience qu'ont les ouvriers de ce rôle. Nous pouvons dire que dans certaines branches des plus avancées (métallurgie parisienne) ce rôle est d'ores et déjà compris par les ouvriers. Dans ces secteurs toute orientation syndicaliste doit être condamnée et les camarades du Parti doivent impulser des formes d'organisation autonome extrasyndicale. Dans les autres secteurs notre attitude sera déterminée par le niveau de conscience des travailleurs face au syndicat, mais aussi par l'action que peut avoir sur ce niveau de conscience notre propre attitude. Cependant le but stratégique de notre action dans ces syndicats ne peut être (que ce soit sous un terme court, moyen ou long) que d'en détacher au moment opportun le maximum d'éléments actifs pour constituer un organisme autonome extrasyndical.

Cette orientation est aussi valable pour les syndicats "autonomes". Ceci implique évidemment l'abandon de l'orientation actuelle "Unité syndicale". Notre tendance syndicale ne peut nullement avoir comme but la "reconstitution de l'unité syndicale", objectivement impossible et conduisant au renforcement du pouvoir de la bureaucratie stalinienne dans les syndicats. Notre tendance, dans les secteurs où elle se justifie objectivement, dévoile les combines des uns et des autres pour refaire une CGT monolithique, dévoile et critique à fond toutes les bureaucraties, et met en avant une plateforme revendicative autonome, dont l'orientation générale est :

a) Faire toujours la liaison entre les mots-d'ordre généraux et les conditions concrètes de travail (normes, rendement, modifications de fabrication). Par exemple le mot d'ordre "les 40 heures sans diminution de salaire" signifie : Minimum garanti multiplié par le coefficient hiérarchique, plus bonis maximum pour 48 ou 54 h. (suivant les cas) payé en 20, avec équivalence des normes, quelques soient les modifications de l'outillage.

b) Relèvement dégressif des salaires.

Enfin, c'est essentiellement l'expérience des Comités de Lutte qui permettra de mettre au point une plateforme revendicative large et autonome que pourra adapter aux conditions particulières des secteurs "arriérés" notre tendance syndicale.

NB. Il va de soi que la plupart des considérations de ce texte se rapportent aux industries productives d'un niveau technique élevé.

LE STALINISME  
Sa signification objective  
Son idéologie

Texte pour la discussion préparatoire au Ve Congrès du Parti ,

par Montal ,

Ce texte ne prétend nullement se donner pour une analyse complète du stalinisme. Le Parti connaît déjà notre analyse d'ensemble sur ce point , que nous avons toujours considéré comme essentiel . Les camarades se souviendront que nous avons pris notre point de départ en tant que tendance de la conception du stalinisme comme phénomène original de notre époque , ne pouvant en aucune manière être confondu avec le réformisme et de l'analyse de l'URSS . Dans notre thèse pour le III Congrès du Parti nous constatons cette évidence , que la politique stalinienne est à la fois controrévolutionnaire et antibourgeoise . Ce texte était cependant extrêmement rudimentaire ; il laissait ouverte la question de savoir quelles étaient les bases de cette politique stalinienne . Nous y avons répondu dans nos textes d'Avril et d'Octobre 1947 par notre conception sur les bases sociales du stalinisme ; nous avons étayé cette réponse en analysant , dans notre texte de Mars 1948 , la bureaucratisation du mouvement ouvrier ; nous l'avons enfin complétée , dans notre Rapport pour le Ve Congrès , en indiquant d'une part les bases économiques du stalinisme , d'autre part la place du stalinisme dans l'évolution dialectique du mouvement prolétarien .

Nous n'aborderons ici que deux points : la question des bases économiques et sociales du stalinisme , ou , si l'on préfère , sa signification objective ; la question de l'idéologie stalinienne .

A. La signification objective du stalinisme.

I. Comment faut-il poser le problème ?

Pour la conception traditionnelle dans l'Internationale , qui est celle de la majorité , le stalinisme est un phénomène accidentel survenu au prolétariat en raison de l'échec des révolutions qui suivirent la Ière Guerre Mondiale . Pour nous , le stalinisme est l'expression d'une phase du développement de la classe ouvrière dans le cadre de l'impérialisme ; plus particulièrement , une forme de la bureaucratisation du mouvement ouvrier dans la période de décadence impérialiste . La preuve qu'il ne s'agit pas là d'un "accident" , est donnée par le fait que même là où le stalinisme n'existe pratiquement pas , comme aux USA , cette bureaucratisation du mouvement ouvrier existe , sous une forme différente , mais avec un contenu analogue .

Quand nous avons commencé à expliquer dans le Parti qu'il fallait analyser les bases sociales du stalinisme , et quand nous avons défini ces bases comme étant constituées par les bureaucrates syndicaux et politiques du prolétariat et dans une certaine mesure par les techniciens et une partie de l'aristocratie ouvrière , nous nous sommes attiré les clameurs des hommes-sandwich du "Programme Transitoire" . Ceci est dans l'ordre et ce ne sont pas ceux là que nous cherchions à convaincre . Mais il faut reconnaître que notre explication a été au début insuffisante , car nous n'avions pas encore débordé le problème du stalinisme pour poser à sa place le problème plus vaste de la bureaucratisation , en d'autres termes , que nous n'avions pas encore situé le stalinisme dans une perspective objective , défini ses bases économiques en même temps que ses bases sociales . Ce ne sont évidemment pas les rudiments primaires de Lambert et les insanités du genre "stalinisme = réformisme d'un type nouveau" qui auraient pu nous faire avancer sur ce point . L'approfondissement de notre conception sur les bases sociales et économiques du stalinisme a été la suite d'une part de l'extension de notre analyse de l'économie mondiale actuelle , d'autre part des événements objectifs eux-mêmes . Mais si nous insistons aujourd'hui sur ce caractère incomplet de la conception des bases sociales , c'est parce que certains camarades dans le Parti - comme Houdon et ses amis - arrivent , poussés par les événements , à commencer le même chemin que nous avons commencé il y a deux ans , et qu'il leur serait profitable d'utiliser l'expérience de notre évolution pour gagner du temps . Nous sommes contents de voir reprendre par ces camarades notre définition du stalinisme (le stalinisme est la bureaucratisation du mouvement ouvrier dans la période

de décadence de l'impérialisme), mais nous devons les avertir que toute conception des bases sociales ou de la bureaucratisation qui ne s'appuie pas sur une analyse de l'évolution de l'économie mondiale elle-même, reste une analyse incomplète, parce que en définitive simplement superstructurelle.

## 2. Concentration du capital et couches bureaucratiques.

C'est le mouvement même de l'impérialisme décadent, à travers la concentration croissante des forces productives, la monopolisation continue et la fusion progressive des monopoles avec l'Etat qui est la base de la formation de couches bureaucratiques "intérmédiaires" par rapport à la bourgeoisie et au prolétariat. Il s'agit d'un phénomène que Trotsky, dans son introduction au Manifeste Communiste a correctement rapporté, mais sans en tirer les conclusions nécessaires:

- l'évolution de l'économie pousse à une séparation de plus en plus nette des fonctions de "propriété" et de "direction". Marx avait déjà constaté ce phénomène; à notre époque, il se traduit par une multiplication des catégories de "directeurs" et d'administrateurs économiques.

- la rationalisation et les ébauches de planification à l'échelle gigantesque des monopoles entraînent la prolifération de toute une bureaucratie de "planification" et de "gestion", composées par des techniciens et des bureaucrates des usines.

Ces deux phénomènes résultent directement de la concentration et de la monopolisation.

- l'augmentation extraordinaire et durable des attributions économiques et générales de l'Etat engendre une bureaucratie étatico-économique.

- enfin, la concentration du capital allant de pair avec la concentration du travail, la nécessité d'intégrer complètement le prolétariat dans le mécanisme de la production, de le mater et de l'exploiter toujours davantage devient de plus en plus impérieuse; de là découle le besoin d'une "administration de la force de travail" spéciale, et par conséquent un renforcement et un nouveau rôle de la bureaucratie du travail (bureaucratie syndicale et politique de la classe ouvrière).

Ce phénomène est le résultat direct de la baisse du taux de profit d'une part, imposant au capitalisme l'exploitation de plus en plus grande du prolétariat, d'autre part du poids croissant du prolétariat, de sa force, rendant nécessaire un appareil de plus en plus compliqué pour l'intégrer dans la production; en d'autres termes, de la tendance vers la réduction du prolétariat en matière brute de l'économie.

D'autre part, la formation de la bureaucratie ouvrière se laisse aussi comprendre en prenant le point de vue inverse: non plus celui de la classe capitaliste et de la nécessité qui la pousse à organiser son exploitation du prolétariat, mais le point de vue du prolétariat lui-même, et de la nécessité dans la quelle il se trouve de s'organiser en face de la classe possédante, de multiplier ses organes représentatifs et les administrateurs de ses intérêts. C'est un aspect également important du problème. Mais les deux aspects se recoupent sur le terrain objectif de l'évolution de l'impérialisme.

## 3. Identité et opposition des couches bureaucratiques.

Si l'on peut ranger dans la même catégorie sociale administrateurs, techniciens et bureaucrates ouvriers, il faut comprendre à la fois l'identité et les contradictions internes de ces couches.

a) Identité des couches bureaucratiques: Elles sont toutes liées à la même base économique en général, à une même phase du développement de l'impérialisme, elles ne se laissent comprendre que dans leur relation avec le mouvement de la concentration et de l'étatisation de l'économie. En deuxième lieu, leur fonction par rapport à la production au sens le plus profond est de la même nature: administrateurs des choses ou des hommes, fonctionnaires de la technique ou du travail. Enfin la plus importante l'identité de ces couches est leur identité historique objective: l'identité de leur "missions" historique, qui est l'achèvement de la fusion du capital et de l'Etat, l'élimination du "parasitisme patronal", la domestication complète du prolétariat. Leur fonction dans la production d'une part leur donne conscience de ce "parasitisme", d'autre part les prédispose organiquement non pas à la propriété privée, mais à tous les modes "collectifs" de possession et de gestion.

b) Opposition des couches bureaucratiques. Mais cette identité historique objective entre les techniciens et les bureaucrates ouvriers ne devient pas immédiate-

ment une identité subjective et consciente ; les techniciens et les bureaucrates ouvriers ne fusionnent complètement qu'après la "prise du pouvoir", comme en Russie et dans les pays du "glacis". Dans les autres pays, des contradictions importantes les opposent les uns aux autres, contradictions qui tiennent à des différences objectives de leur rôle dans la production.

Techniciens et administrateurs aussi bien que bureaucrates ouvriers gèrent les choses et les hommes en vue de la production. Mais le pouvoir du technicien est un pouvoir qu'il exerce sur les choses et les hommes en vertu du fait que ce sont là des forces productives ; tandis que le pouvoir du bureaucrate est un pouvoir qu'il exerce sur les hommes en vertu du fait qu'un homme est toujours plus qu'une simple force productive. Le technicien tient l'ouvrier parce que celui-ci est une force de travail engagée dans la production, qui est le domaine du technicien. Le bureaucrate syndical tient l'ouvrier et le bureaucrate politique encore plus - parce que l'ouvrier est plus qu'un possesseur de la force de travail, parce qu'il a d'autres intérêts, parce qu'il veut améliorer sa position etc.

Par conséquent, tandis que le technicien veut traiter l'ouvrier comme une simple force de travail, et par suite prend le même point de vue sur l'ouvrier que le capital, le bureaucrate ouvrier, pour pouvoir traiter l'ouvrier comme une simple force de travail a d'abord besoin de le traiter comme s'il était plus qu'une simple force de travail. A cause de ce fait, et de sa formation sociale et de sa situation par rapport aux ouvriers, le technicien se range "transitoirement" derrière la bourgeoisie et se détermine beaucoup plus librement par rapport au prolétariat ; au contraire, le bureaucrate ouvrier provient presque toujours de la classe ouvrière et en dépend dans ce sens, que son pouvoir et ses privilèges tiennent à ce que les ouvriers le suivent.

De même que l'identité de ces couches n'est pas une identité mécanique, de même leurs oppositions internes ne se traduisent pas d'une manière mécanique ; mais la tendance générale sera que la plus grande partie des administrateurs et techniciens et une partie de la bureaucratie "ouvrière" s'orientent dans le sillage du grand capital à travers le quel elles projettent la perspective de l'étatisation - tandis que la plus grande partie de la bureaucratie "ouvrière" et seulement une partie des techniciens tendront à réaliser cette voie à travers l'extermination des patrons et en s'appuyant sur le prolétariat mystifié. Cette discrimination s'opère aujourd'hui concrètement à travers la constellation des forces historiques données, la puissance ou la faiblesse du capitalisme "classique" et l'antagonisme URSS-USA.

#### 4. Les oppositions internes de la bureaucratie dans la période actuelle.

Si la voie de la bureaucratie est l'achèvement de la fusion de l'Etat avec les monopoles, la prise en mains par l'Etat de toutes les tâches de production et de distribution, la "planification", cette voie se profile de deux manières différentes actuellement.

Le stalinisme, c'est la bureaucratie "ouvrière" s'érigeant politiquement de façon indépendante, entrant en lutte à mort avec la bourgeoisie pour réaliser l'étatisation que la bourgeoisie elle-même ne peut pas réaliser. Tel est le cas des pays du "glacis" où l'on voit le stalinisme se substituer à une bourgeoisie impuissante pour mener à bien la tâche de concentration du capital entre les mains de l'Etat et la planification. C'est la voie radicale et, pourrait-on dire, la "belle voie" ou la voie idéale de la bureaucratie.

Mais cette voie n'est pas la seule, et nous devons tirer les leçons de l'exemple des USA ; là, la vitalité relative du capitalisme, le caractère dynamique du grand capital tendant, quoique de manière inégale et discontinue, à s'identifier à l'Etat, a comme effet d'entraîner techniciens et bureaucrates du travail dans le sillage de la haute bourgeoisie. Un antagonisme entre cette bureaucratie et le capital monopoliste subsiste, mais cet antagonisme est secondaire. L'union de la bureaucratie du travail avec Roosevelt, pendant le New Deal et la guerre, est une préfiguration sur un mode mineur de la réalisation de la tendance à l'unification entre la bureaucratie économicotechnique et "ouvrière" et l'Etat, lui-même identifié de plus en plus au grand capital.

Entre ces deux moments, stalinisme et bureaucratie dépendante du type américain, se situe le cas des couches bureaucratiques d'Europe Occidentale (France et Italie). Il s'agit ici de pays dont l'économie a été profondément minée et dont la bourgeoisie apparaît effectivement incapable d'apporter une solution à la crise ; plus profondément, il s'agit de pays où la crise du capitalisme est ressentie

sous son aspect mondial et historique . Les couches bureaucratiques , tout en étant privilégiées dans leur situation matérielle par rapport au prolétariat , n'en subissent pas moins fortement le poids de la crise , ce qui favorise leur prise de conscience anti-bourgeoise et leur regroupement politique autonome . Mais il faut cependant voir que la situation y est différente que celles des pays type "glacis" . Ici la bourgeoisie si elle n'a plus de puissance historique , tout au moins existe , elle est enracinée dans la société d'une tout autre manière que la bourgeoisie bulgare , serbe ou même tchèque . D'autre part , et c'est le facteur le plus important , les pays de l' Europe Occidentale échappent à la pression de l' URSS et de l' Armée Rouge , qui ont précipité dans le glacis la cristallisation des couches bureaucratiques , donné une puissance extrême aux partis communistes et permis à ces derniers pendant une première période transitoire (appelée par la majorité "collaboration avec la bourgeoisie " ) de s'enraciner économiquement et socialement . En revanche , les pays d'Europe Occidentale sont de plus en plus intégrés dans l'économie américaine , si bien qu'au delà de la faillite du capitalisme français ou italien , au-delà de l'impuissance fondamentale de la bourgeoisie locale apparaît la relative vitalité de l'impérialisme américain et la puissance de la bourgeoisie yankee . Cette "vie d'emprunt" du capitalisme d'Europe Occidentale donne une base à l'idéologie d'un secteur de la bureaucratie qui cherche sa voie à travers une étatisation pacifique réalisée par le grand capital .

Aussi voit-on dans ces pays deux fractions de la bureaucratie : une fraction stalinienne , qui tend à l'extermination de la grande bourgeoisie et à la prise en main de l' Etat et de l'économie dans le but de l'intégration au bloc russe ; une autre fraction , qui tend au contraire à l'étatisation pacifique et à l'intégration au bloc américain . La bureaucratie stalinienne a sa base principale dans la bureaucratie "ouvrière " et le mouvement ouvrier lui-même , en entraînant une branche relativement restreinte des techniciens , alors que la bureaucratie antistalinienne a sa base principale dans les couches d'administrateurs et de techniciens et n'entraîne qu'une partie restreinte des bureaucrates syndicaux .

Il est remarquable de voir comment évolue le rapport de force entre ces deux fractions de la bureaucratie . Avant la guerre , l'emprise du stalinisme chez les techniciens et même chez la bureaucratie syndicale est nulle ou relativement restreinte . Au lendemain de la "libération" , alors que le capitalisme français apparaissait profondément miné , que le prestige de l' URSS et du stalinisme , "véritable combattant contre le fascisme " , "seule force constructive" etc . était immense , le stalinisme regroupe derrière lui l'essentiel de la bureaucratie syndicale et mord profondément chez les techniciens . Même lorsqu'elles ne suivent pas le PC , les couches techniciennes restent muettes ; le PC domine la perspective . Ce n'est que peu à peu , parallèlement au développement de l'antagonisme URSS-USA à l'échelle mondiale , à l'ingérence américaine croissante dans la vie économique française (qui fait apparaître le capital américain comme la seule force susceptible de "sauver" l'économie française ) que commence à se manifester d'une manière indépendante par rapport au stalinisme l'existence de couches bureaucratiques antistaliniennes .

## 5. Quelques remarques critiques .

Nous pouvons maintenant voir en quoi nos analyses précédentes du stalinisme étaient incomplètes : d'une part , il leur manquait une base économique , la liaison concrète de la bureaucratisation avec l'évolution des rapports de production . D'autre part , nous n'avions pas suffisamment différencié la notion de la "bureaucratie" , et par là nous nous sommes interdit de voir concrètement l'opposition qui peut longuement séparer "techniciens" et "bureaucrates ouvriers" .

Il nous reste maintenant à répondre à deux problèmes . Le premier est celui des "oscillations " de la bureaucratie , et particulièrement de la bureaucratie stalinienne . Ses oscillations , cause permanente de torture pour la majorité , lui font que celle-ci perd de vue tout le reste : elle voit la bureaucratie stalinienne comme oscillant perpétuellement entre la bourgeoisie et le prolétariat , et s'entretient en l'affublant d'une "double nature" . Parler de "double nature " du stalinisme est une manière commode d'esquiver le problème de la nature tout court du stalinisme ; en fait , pour la majorité , le stalinisme "n'a pas de nature" du tout , puisqu'il est un accident . Pour nous , il n'y a pas de double nature du stalinisme , mais une double détermination de celui-ci , détermination par sa coexistence concrète avec la bourgeoisie et avec le prolétariat . Si nous avons qualifié

les couches bureaucratiques comme couches "intermédiaires", nous ne voulons pas par là les assimiler à la petite bourgeoisie classique (avec la quelle elles n'ont rien de commun), mais dire qu'elles se déterminent à la fois par dépendance et par opposition à la bourgeoisie et au prolétariat. Elles se déterminent par opposition par rapport au prolétariat, puisqu'elles tendent à s'établir en classe dirigeante sur le dos de la classe ouvrière; elles dépendent néanmoins de celle-ci car c'est seulement grâce à sa mystification qu'elles peuvent se maintenir aujourd'hui et éventuellement triompher demain. Elles se déterminent par opposition face à la bourgeoisie, dans la mesure où elles tendent à éliminer les "patrons parasites", par dépendance, dans la mesure où elles font partie de son appareil d'exploitation du prolétariat.

L'autre problème est celui du "rôle historique" de ces couches. Nous n'avons pas par le passé expliqué suffisamment la place économique et historique de la bureaucratie et c'est ce qui a permis aux majoritaires de dire que la "classe" bureaucratique pour nous ne sortait de nulle part (de la Sainte Vierge, disait Frank qui s'y connaît dans toutes les bibles et les virginités). En fait, s'il est vrai - et nous l'avons largement souligné - que la bureaucratie est le produit de couches hétérogènes résultant de la décadence du capitalisme, et qu'elle ne se constitue en classe qu'en prenant le pouvoir, il n'en est pas moins vrai que les couches dont elle procède ont une réalité commune dans la société capitaliste, que, sans former une classe, elles ont une même place dans les rapports de production, en d'autres termes, qu'elles ont une identité fonctionnelle. C'est le développement de la monopolisation et de l'étatisation qui les a engendrées et a rendu leur rôle d'agents gestionnaires de la production et du travail de plus en plus important.

Dans ce sens, le "rôle historique" qu'elles jouent, c'est de parfaire et d'achever le mouvement de monopolisation, de concentration et d'étatisation qui distingue le capitalisme décadent, avec son aspect contradictoire croissance parallèle du processus de la révolution et de celui de la barbarie.

## B. L'idéologie stalinienne.

On ne peut analyser et comprendre l'idéologie stalinienne qu'en partant de la signification objective du stalinisme. Mais il est tout à fait important de voir comment se manifeste concrètement cette idéologie pour pouvoir y répondre.

Il est clair que ceux qui veulent - comme la majorité - attribuer au stalinisme une idéologie réformiste, ne sauront jamais le combattre. Toute critique du stalinisme comme réformisme non seulement est objectivement fautive, mais fait honorer la tête avec pitié aux staliniens les plus intéressants aux quels nous nous adressons, car ils savent, eux, que le stalinisme n'a rien du réformisme. Est-ce à dire que les staliniens ne parlent pas souvent comme des réformistes, que telles ou telles formules qu'ils emploient ne sont pas du type de celles qu'employaient souvent les sociaux-démocrates? Bien sûr que oui. La chose est évidente et elle tient à ce fait que nous avons souligné, que le stalinisme se fraie un chemin dans la société capitaliste d'abord, qu'elle est déterminée partiellement par la bourgeoisie, comme elle l'est par le prolétariat. Ainsi son langage a souvent une allure réformiste, comme il a tout aussi souvent une allure révolutionnaire. Mais ce qui est important c'est que ce langage réformiste ne trompe personne, qu'à travers lui perce un autre langage qu'il faut savoir reconnaître et démasquer. Ceci la majorité s'est révélée absolument impuissante à le faire. Bien plus, la majorité évite de montrer l'idéologie bureaucratique; elle devient aveugle et sourde dès que l'idéologie bureaucratique apparaît en clair, et ne retrouve ses sens que pour montrer que la déclaration de Tchérez ou de X signifie l'abandon de la dictature du prolétariat ou de l'idée de la révolution violente, la perspective de l'évolution vers le socialisme sans révolution, donc le réformisme. C'est en ce sens que nous disions dans notre texte de Mars 1948 qu'elle contribue objectivement à la mystification du prolétariat.

Il faut du reste remarquer que la méthode de la majorité, consistant à prendre et à claironner toutes les "déclarations réformistes" des staliniens, mais se taisant pieusement sur toutes leurs déclarations "révolutionnaires", sur les édités continus de Marx et de Lénine, sur l'éducation "marxiste-révolutionnaire"

gamme et toutes les nuances. Là dedans il faut pouvoir discerner l'essentiel et le superficiel, le vrai et le camouflage, le fond et le trompe-l'œil. Il est évident que l'on ne peut faire un tel "déchiffrement" des textes stalinien que sur la base d'une conception claire de ce qu'est réellement le stalinisme. N'ayant aucune conception sur le stalinisme, rien d'étonnant si la majorité prend neuf fois sur dix les vessies pour des lanternes et les déclarations de Thorez aux journalistes américains comme la vérité de l'Evangile. Si, dans les pages qui suivent, nous partons de l'interprétation de textes staliniens, c'est que nous en avons le droit, d'abord parce que nous ne les prenons pas pour ce qu'ils se donnent, mais nous les interprétons, et ensuite parce que nous avons un critère objectif pour vérifier notre interprétation : notre vue de la réalité de la politique stalinienne, vue non obscurcie par les ineptes schémas de la majorité.

I. Les grands thèmes de la propagande stalinienne.

a) Proletariat et "peuple". Les staliniens déclament un peu partout que le prolétariat est "la grande force historique qui permettra de reconstruire la société". Mais, parallèlement à cette phraséologie révolutionnariste ils laissent clairement entendre quelles sont les couches qui dirigent la société stalinienne. On s'aperçoit vite que le prolétariat y est remis à sa place de masse de travail, et qu'on appelle à la direction ce que nous nommons les couches "intermédiaires" une fois le grand capital éliminé. "Les forces naguère opprimées, écrit Fajon, et exclues de la direction des affaires publiques : ouvriers, paysans, artisans, intellectuels, éléments progressistes de la bourgeoisie sont maintenant au pouvoir" ("Dém. Nouv.", Janvier 1947). - "La démocratie du type nouveau est née et se développe par l'alliance de toutes les forces qui sont menacées par le fascisme, c'est à dire pratiquement de toutes les catégories sociales, à l'exception d'une mince couche de capitalistes monopoleurs, cette couche qui précisément fait naître le fascisme" (ib., citation de la revue du PC d'Autriche). "La voie du socialisme est fondée sur les larges masses de travailleurs, elle est pénétrée de l'esprit de sacrifice et de dévouement de la classe ouvrière; elle éveille le génie et les talents qui sommeillent dans le peuple. Les fils d'ouvriers et de paysans montent du peuple pour atteindre les positions les plus responsables. C'est des syndicats que nous arrivent les hommes les plus capables pour occuper des postes dirigeants dans l'administration et l'industrie, a dit Staline; c'est la voie du socialisme". (Id., ibid.). - "Elle (la démocratie populaire) assure l'exercice du pouvoir par le peuple, ouvriers, paysans, intellectuels... Mais la classe ouvrière n'est pas seule... Comme on voit, les communistes d'aujourd'hui en travaillant dans tous les pays du monde à l'union de la classe ouvrière, des paysans, des classes moyennes, des intellectuels, de toutes les forces démocratiques, sont fidèles à l'enseignement du Manifeste..." (Fajon, dans "D.N.", Janvier 1948).

Donc, en règle générale, la notion du prolétariat est dépassée par les staliniens, et remplacée par celle du peuple, de nation, de forces démocratiques; ce qui permet d'indiquer la voie du pouvoir aux "éléments progressistes".

b) Omnipotence de l'Etat. Les staliniens disent en clair la place qu'ils attribuent à l'Etat dans leur société. Ils soulignent le pouvoir de cet Etat "entièrement nouveau" "véritablement national, au service du peuple entier". Dans les caractéristiques essentielles de la constitution bulgare, par exemple, Fajon note : "Prédominance de l'Etat, représentant du peuple entier, dans les rouages décisifs de l'économie nationale? Si l'Etat encourage toutes les initiatives dans le domaine économique, les richesses naturelles du sol ainsi que les moyens de communication lui appartiennent. C'est lui qui oriente le commerce et qui dirige l'activité économique générale, selon un plan conforme à l'intérêt du pays et aux besoins du peuple, harmonisant le secteur étatique, le secteur coopératif et le secteur privé de l'économie."

c) Le rôle des syndicats. Les staliniens définissent le rôle des syndicats et des organes de masse qui encadrent la classe ouvrière, sont la pierre angulaire de l'ordre, et permettent de faire de la classe ouvrière une masse parfaitement soumise pour accomplir sa tâche : le TRAVAIL. "L'essor d'une activité créatrice sans précédant des organisations des masses (syndicats avec 450.000 adhérents, collaborant étroitement avec l'Union des Agriculteurs qui groupe plus de 1 million de membres; mouvement coopératif rassemblant un million et demi de participants; associations culturelles; associations familiales, féminines, de jeunesse) assure au peuple le rôle essentiel dans tous les domaines de la vie nationale", écrit Fajon sur la Bulgarie ("D.N.", Janvier 1947).

Mais plus suggestives encore sont les déclarations de Bruhat à propos de la Tchécoslovaquie : "Les syndicats, qui ont déjà joué un rôle très actif dans le relèvement du pays (ils ont été les initiateurs des brigades volontaires du travail) ont décidé d'aider de toutes leurs forces à la réalisation du plan. Ils rechercheront tous les moyens d'accroître le rendement. Ils aideront à la lutte contre la désertion du travail productif et manuel". (Id.)

Berlitz, traçant les grands traits du syndicat dans les démocraties populaires, écrit : "Le contenu de l'Etat dans les démocraties populaires implique un changement fondamental dans l'attitude des syndicats vis-à-vis du pouvoir. L'hostilité d'hier vis-à-vis des agents d'exécution du grand capital a fait place à la collaboration loyale dans la poursuite des buts communs...". "La CGT bulgare faisait remarquer avec fierté au début de cette année qu'il n'y avait presque plus de grèves en Bulgarie... Par contre, les syndicats menèrent une grande campagne en faveur de l'emprunt de la liberté destiné à éviter l'inflation... et en assurèrent le succès... Le mot-d'ordre essentiel des centrales syndicales des pays progressistes est l'émulation en faveur de l'intensification du travail... Le travail volontaire est à l'honneur..." ("Servir la France", No 27).

d) La lutte contre lestruists. En regard de toutes ces déclarations, les stalinien mettent au premier plan leur attitude face aux truists, à la "minorité des capitalistes monopoliseurs" dont ils indiquent l'extermination. Sur ce point toute l'idéologie stalinienne tient en ceci : rationalisation, développement économique accéléré, nationalisation, planification, élimination de la minorité capitaliste qui s'opposait à l'étatisation et maintenait l'anarchie capitaliste. Le thème de la lutte contre lestruists est pour ainsi dire le leit-motiv de tout article sur les démocraties populaires.

"Partout", écrit Berlitz, les grands moyens de production sont devenus propriété publique... A noter qu'un secteur libre persiste partout... Mais la prédominance du secteur social assure des suffisants éléments de planification rationnelle dans l'ensemble de la vie économique" ("Servir la France", No 27). "Une nouvelle organisation politique a pu y établir des bases économiques matérielles d'un régime fondamentalement différent de l'ancien : les dominateurs d'hier se trouvent chassés de leurs remparts et les leviers de commande de l'économie étant placés entre les mains de l'Etat du peuple" (id.). Le même auteur cite Tito pour cette déclaration décisive : (chez nous) "les crises d'abondance et de chômage consécutif sont impossibles" (et pour cause!)

e) La violence. Le thème de la violence joue en rôle capital dans l'idéologie stalinienne, apparenté à celui du radicalisme par rapport à la bourgeoisie. Nous savons parfaitement bien que cette violence n'est pas la violence révolutionnaire du prolétariat mais il est stupide de la nier alors qu'elle constitue un facteur essentiel de l'attrait du stalinisme qui est effectivement engagé dans une lutte à mort avec la bourgeoisie. Le rôle de la guerre et de la lutte antifasciste est un thème essentiel chez les staliniens et il faut le comprendre. C'est le fascisme qui permet aux staliniens de dépasser la notion du prolétariat par la notion des "forces démocratiques"; c'est à travers la lutte contre la fraction la plus offensive de la bourgeoisie que la bureaucratie réussit à rassembler autour d'elle des couches sociales hétérogènes et de leur donner une base commune; c'est en se montrant comme la force capable de lutter à mort contre le grand capital fasciste que le stalinisme est un pôle d'attrait. En ce sens, toute la phraséologie de la majorité sur le stalinisme capitulaire, cherchant des voies pacifiques et rampant devant la bourgeoisie est invraisemblable de bêtise et extrêmement nocive.

Tito écrit : "La lutte armée pour la réalisation de cette idée s'est déroulée dans la grande guerre de libération, dans la lutte contre l'occupant et en même temps contre les représentants du vieux régime qui furent les représentants de l'occupant. Donc cette idée a pris corps par la voie révolutionnaire avec de nombreuses vicissitudes, avec beaucoup de sang versé par tous les peuples de notre pays, mais cette voie révolutionnaire a ses particularités spécifiques, parce qu'elle se déroule dans des circonstances particulières..." ("D.N.", Mars 1947.)

La revue autrichienne déjà citée écrit : "Il y a différentes voies vers le socialisme, mais chacune signifie la lutte contre le capital et la liquidation de l'appareil d'Etat qui sert les intérêts du capital". Plus loin : "La lutte armée du peuple contre la répression fasciste et l'avance victorieuse de l'Armée Soviétique ont permis de résoudre une série de questions qui autrement n'auraient pu être réso-

Mais laissons les staliniens eux-mêmes faire justice de l'étiquette du "réformisme" : " Dans ces démocraties , les traîtres sont châtiés , ils sont pourchassés , ils sont exclus de la démocratie ; les biens des collaborateurs ont été saisis . Les grands moyens de production monopolisés ont fait retour à la nation ... N'est-il pas étrange qu'on ait crié au réformisme au seul nom de démocratie populaire ? ... L'enseignement de Lénine est que le développement ne procède pas simplement , doucement , directement , vers une démocratie toujours plus grande , mais que nous devons : écraser les oppresseurs capitalistes pour libérer l'humanité de l'exclavage qu'est le salariat ? . Nous ne l'avons pas oublié . Mais nous savons aussi que la période de transition verra certainement une grande variété de formes politiques . Réformisme ? Evolution sans combat ? Non , la démocratie populaire n'est pas cela . Elle n'est pas une théorie étrangère à la théorie marxiste léniniste de l'histoire . Elle est née de la guerre antifasciste , Elle doit son existence aux efforts des peuples et à la lutte gigantesque de l'Armée Rouge . Elle se construit dans une lutte implacable pour la reconstruction et l'indépendance nationale . Conformément aux principes du marxisme elle s'est fondée sur de profondes modifications de la structure économique des Etats et réagit à son tour sur elle " ( "Servir la France " , No 26 ) .

Ce n'est pas la phraseologie marxiste qui est intéressante dans ce texte . C'est que la majorité du Parti rentre dans le jeu stalinien lorsqu'elle traite la théorie de la "démocratie nouvelle" de conception réformiste . Elle se délimite sur un plan faux , où elle est battue d'avance : car il est vrai que les staliniens sont capables de nationaliser sur une très grande échelle , d'exproprier les capitalistes (en les qualifiant de fascistes ou de collaborateurs ) , d'exterminer ceux qu'ils appellent les traîtres , c'est à dire tous ceux qui se mettent au travers de leur avènement . On ne peut que rire en voyant Frank prétendre que les staliniens sont pour la progression pacifique au sein du monde capitaliste . Le fait que les staliniens se battent à la fois contre la bourgeoisie et contre le prolétariat a évidemment cette conséquence que leurs formes de lutte ne sont pas révolutionnaires , que toute leur action tend à brouiller l'antagonisme prolétariat - bourgeoisie , à mystifier le prolétariat et à s'appuyer sur les couches intermédiaires et la petite bourgeoisie . Cette stratégie les amène à ne pas appeler un patron un patron mais un collaborateur , à appeler la bourgeoisie fascisme et la lutte contre la bourgeoisie , guerre antifasciste . Dans la mesure où le stalinisme se fraie un chemin au pouvoir sur le dos du prolétariat , cela signifie qu'il essaie de s'appuyer au maximum sur toutes les autres couches de la population ; c'est pourquoi il essaie de se rallier même des éléments de la grande bourgeoisie , en leur montrant la place privilégiée qu'ils pourront occuper au sein du régime bureaucratique , comme solution personnelle . Raymond Guot écrit en ce sens : " ... non seulement les ouvriers , les paysans , les managers trouvent le chemin du Parti , mais également de grands intellectuels , savants , directeurs d'entreprise d'origine bourgeoise lui font confiance ... " Et il ajoute très pertinemment : " Ce phénomène n'est pas nouveau dans notre histoire . On l'a observé à la veille de la grande révolution française , où des hommes appartenant à la classe dirigeante mais décadente s'en détachèrent " ( "Questions du moment " , Février 1947 ) . Ce qui doit être souligné c'est que les bourgeois ne vont pas au PC pour rejoindre le prolétariat , mais pour assurer la continuation de leurs privilèges sur le plan individuel dans le cadre d'un nouveau système économique qui leur paraît devoir l'emporter .

f) Il est tout à fait remarquable de voir en ce sens comment les staliniens insistent sur le fait que la démocratie nouvelle est encore une société d'exploitation . La revue autrichienne déjà citée écrit : " la dictature capitaliste est brisée . Cependant il y a encore l'exploitation capitaliste et les contradictions de classe . Mais il n'y a plus de capital monopolisateur , plus de trusts capitalistes , ni des Konzerns , ni de grandes banques " ( "D.N." , No 1 ) .

Tito , quand il parle du paradis des démocraties populaires , après en avoir chanté les louanges et déclaré que le peuple était au pouvoir , que le capitalisme oppresseur était renversé , se fait tout à coup prudent : " Les conditions ont été créées ... qui ont permis aux larges masses d'arriver à comprendre qu'il est non seulement nécessaire , mais aussi possible de fonder dans chaque pays à part un ordre social meilleur et plus juste " ( "D.N." , No 3 , Mars 1947 ) .

Que signifient ces déclarations dans un cas comme dans l'autre ? Que les staliniens avouent tout à coup que les capitalistes sont demeurés au pouvoir ? Ils ont affirmé partout le contraire . Cela signifie seulement qu'ils précisent que la démocratie populaire est une société d'exploitation , où subsiste l'oppression du prolétariat .

Est-ce le "gouvernement du peuple" qui peut opprimer le peuple ? Evidemment non. Et il n'y a rien de tel que les "talents du capitalisme" pour expliquer l'exploitation. Dans cette ~~bureaucratie~~ période difficile où la bureaucratie monte au pouvoir sans que le prolétariat soit historiquement écrasé, la théorie des talents du capitalisme est un excellent alibi de l'exploitation. On sait déjà comment Staline a usé de cet alibi en URSS. Et on voit facilement combien d'eau apporte au moulin du stalinisme la conception de la majorité sur le "glacis= capitalisme".

Toute l'idéologie stalinienne pourrait être résumée par cette phrase de Johnny Berlioz ("Servir la France", No 27) sur les démocraties nouvelles :

"L'anarchie capitaliste disparaît, la vie est meilleure, le sens de l'intérêt collectif fait naître les plus hautes valeurs parmi les classes montantes, la conscience politique des classes laborieuses promues à la véritable souveraineté s'éveille". Idéologie de la rationalisation économique, idéologie des couches montantes, idéologie des masses travaillant dans la discipline pour l'Etat.

## II. Comment répondre à l'idéologie stalinienne ?

Comment répondre à l'idéologie stalinienne ? En la mettant à jour d'abord. En montrant ensuite son caractère antiprolétarien, son fond de mystification de la révolution. Autrement dit : en posant clairement le problème de la société bureaucratique et en montrant que celle-ci ne représente qu'une autre forme d'exploitation pour la classe ouvrière ; en montrant qu'en se battant derrière le stalinisme, les ouvriers se battent au profit de couches dont les intérêts leur sont hostiles, et qui réaliseront l'exploitation sur le dos des masses. Mais nous insistons sur ce fait : d'abord mettre au clair cette idéologie. Il est évident que les staliniens argumentent et se justifient sur divers plans successifs d'argumentation : c'est sur leur argumentation de fond qu'il faut répondre, et non pas s'arrêter, comme fait la majorité, à la superficie des formules réformistes. Nous terminerons en prenant un exemple : la propagande stalinienne pour le "gouvernement démocratique où le PC aura la place déterminante". La première argumentation stalinienne est celle-ci : le PC est suivi de larges masses aux élections ; il a donc le droit d'occuper des postes clés ; le PC au gouvernement est une garantie pour les travailleurs que la production va dans un sens juste etc ... La réponse de la majorité du Parti est que ce gouvernement sera un gouvernement de collaboration de classe, que les staliniens y seront les otages de la bourgeoisie et qu'ils participeront à la gestion des intérêts bourgeois ; elle enchaîne ensuite sur le Gouvernement PC PS CGT extraparlamentaire etc .... Mais ceci ne convaincra personne et ne répond pas au problème parce que le stalinien es convaincu dès le début, et il reconnaît dans la discussion, que les staliniens au gouvernement ne signifie pas la solution des problèmes et qu'il faudra abattre la bourgeoisie. Mais pour lui, son "gouvernement démocratique" est son "programme transitoire". C'est à dire que les staliniens au gouvernement peuvent progressivement s'infiltrer dans l'Etat, se saisir des leviers de commande, sur le plan politique, économique, policier et militaire. La "révolution" stalinienne se fait en deux temps. Si bien, que la revendication trotskiste "PC PS CGT au pouvoir" lui apparaît comme un piège, une manœuvre de provocateurs pour briser les reins au PCF. Par conséquent, on ne peut répondre sur cette question (et sur toutes les autres) qu'en prenant complètement au sérieux cette idée de stratégie antibourgeoise et de conquête de l'Etat, comme l'expérience du "glacis" l'a déjà prouvée, en montrant que cette stratégie correspond à la "révolution" de la bourgeoisie bureaucratie, et que l'appas du pouvoir par cette bureaucratie ne signifie qu'exploitation et oppression accrue pour le prolétariat. Mais ceci il est impossible de le faire tant qu'on est incapable de dévoiler le véritable caractère de classe de la société bureaucratique en URSS et dans les pays du "glacis", c'est à dire tant qu'on maintient les conceptions de la "Russie, état ouvrier dégénéré", et de la "défense de l'URSS".